

SEANCE DU MERCREDI 9 JUILLET 1980
VERGADERING VAN WOENSDAG 9 JULI 1980SEANCE PUBLIQUE
DE LA SECTION DES AFFAIRES ECONOMIQUES
OPENBARE VERGADERING
VAN DE AFDELING ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 2122.

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi contenant le budget des Pensions de l'année budgétaire 1980.

Projet de loi ajustant le budget des Pensions de l'année budgétaire 1979.

Discussion générale. — *Orateurs*: MM. Delpérée, Wyninckx, Peeters, De Clercq, Vangeel, Sondag, Mme De Loore-Raeymaekers, MM. Lagae, Van Herreweghe, M. De Croo, ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones et des Pensions, p. 2122.

Projet de loi contenant le budget des Pensions de l'année budgétaire 1980.

Examen des articles, p. 2137.

Projet de loi ajustant le budget des Pensions de l'année budgétaire 1979.

Examen des articles, p. 2138.

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 2122.

ONTWERPEN VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende de begroting van Pensioenen voor het begrotingsjaar 1980.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van Pensioenen voor het begrotingsjaar 1979.

Algemene bespreking. — *Sprekers*: de heer Delpérée, Wyninckx, Peeters, De Clercq, Vangeel, Sondag, Mevr. De Loore-Raeymaekers, de heren Lagae, Van Herreweghe, de heer De Croo, minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en van Pensioenen, blz. 2122.

Ontwerp van wet houdende de begroting van Pensioenen voor het begrotingsjaar 1980.

Onderzoek van de artikelen, blz. 2137.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van Pensioenen voor het begrotingsjaar 1979.

Onderzoek van de artikelen, blz. 2138.

PRESIDENCE DE M. BOEY, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER BOEY, VOORZITTER

M. Mesotten, secrétaire, prend place au bureau.

De heer Mesotten, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.

De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 10 m.

De vergadering wordt geopend te 14 u. 10 m.

CONGES — VERLOF

MM. Belot et Canipel, retenus par d'autres devoirs; D'Haeyer, empêché, Gerits, pour des raisons familiales, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Belot en Canipel, wegens andere plichten; D'Haeyer, helet; Gerits, wegens familiale plichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES PENSIONS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1980

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES PENSIONS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979

Discussion générale

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN PENSIOENEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1980

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN PENSIOENEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Algemene bespreking

M. le Président. — Nous abordons l'examen des projets de loi relatifs au budget des Pensions.

Wij vatten de beraadslaging aan over de ontwerpen van wet betreffende de begroting van Pensioenen.

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

La parole est à M. Delpérée.

M. Delpérée. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, le projet de loi contenant le budget des Pensions de l'année budgétaire 1980 ainsi que le projet de loi ajustant le budget des Pensions de l'année budgétaire 1979 confirment la position que j'ai défendue, il y a un mois, à cette tribune: le secteur des pensions est le plus important des secteurs relevant du système de sécurité sociale; il dépasse cette année les 300 milliards de francs de prestations dont plus de la moitié est consacrée aux pensions sociales; il est aussi le secteur présentant, à court et à moyen terme, les plus graves difficultés financières, qu'il s'agisse des pensions sociales ou des pensions payées par le Trésor public.

Cette situation qui pèse lourdement sur les finances publiques va peser de plus en plus sur les divers régimes de sécurité sociale.

Crédits supplémentaires, réductions de crédits, non-respect des engagements pris envers les travailleurs salariés, prélèvements sur les fonds accumulés dans les réserves, prélèvements sur le compte de la Caisse des veuves alimentée par les cotisations des agents de l'Etat, toutes les opérations possibles ont eu cours pour présenter le budget actuel.

Et ceci n'est qu'un avant-goût des opérations de techniques financières projetées à la suite de la fusion envisagée entre l'ONPTS et la Caisse nationale des employés. On s'étonne en passant que ne soit pas réalisée en même temps l'intégration du Fonds national de retraite des ouvriers mineurs dont la compétence se restreint à quelques charbonnages.

Les causes de déséquilibre financier, le vieillissement de la population, la diminution de l'âge de la retraite, le déséquilibre croissant entre les actifs et les retraités, continuent à exercer leur influence néfaste.

Nous sommes placés le dos au mur. Il n'y a guère de faux-fuyants.

Le moment est venu soit de diminuer les dépenses, soit d'augmenter les recettes.

Il s'agit tout d'abord de diminuer les dépenses inutiles, socialement inefficaces. Depuis des années, nous sommes plusieurs à dénoncer à cette tribune les abus résultant du cumul de certaines pensions. J'ai déjà demandé à plusieurs reprises que les services définissent la notion de «travailleur démuné», notion que l'on assimile trop facilement à celle de bénéficiaire de pension incomplète.

Il s'agit encore de ne pas laisser peser sur le régime général des salariés des charges indues; je pense notamment à celles qui décou-

lent de l'application de la politique de lutte contre le chômage. Je ne suis pas hostile à toute solidarité entre secteurs. Mais la solidarité doit jouer dans la clarté. Il faut éviter que, dans la confusion, les chômeurs pèsent sur les retraités et les retraités sur les parents ayant des charges de famille.

Il s'agit encore de tenir compte des réalités des diverses catégories intéressées. Pourquoi, dans les divers régimes, ne pas instaurer des catégories de prestations analogues? Pourquoi donner, dans tel régime, deux pensions de ménage, alors que dans tel autre, celui des salariés, on donne deux pensions d'isolés?

Nous demandons que soient appliquées les nombreuses suggestions relatives à la suppression des dépenses sans efficacité sociale, avant de songer à augmenter les recettes.

Il ne faut d'ailleurs pas perdre de vue que le régime des pensions peut être favorablement influencé par des mesures intéressant l'ensemble de la sécurité sociale.

Dans la politique du gouvernement, il est deux points qui m'étonnent.

Le premier est le suivant: le ministre a attiré l'attention sur le fait que, depuis le 1^{er} janvier 1980, les pensions de rente de guerre sont payées par l'administration de la trésorerie du ministère des Finances. Ceci résulte du transfert de la Caisse nationale des pensions de guerre de la CGER vers le ministère des Finances. Ce transfert, vous l'avez trouvé dans la succession, Monsieur le Ministre. Mais je me demande toujours qui est le réel bénéficiaire de ce transfert. La CGER n'est-elle pas en train de larguer progressivement ses activités sociales? Or, la CGER possède des privilèges incontestables parce qu'elle a accepté dans le passé des missions spéciales. C'est pourquoi d'ailleurs elle bénéficie, depuis plus d'un siècle de présidences illustres, en raison même des charges inhérentes à ses activités sociales. Elle est aussi devenue le lieu de passage obligé de plus de 400 milliards de fonds de la sécurité sociale. Convient-il de lui réserver à l'avenir de tels privilèges alors que la CGER suit une politique qui s'apparente de plus en plus aux fonctions d'une banque privée?

Le deuxième point que je veux soulever est le suivant: Dans le débat qui a suivi la déclaration gouvernementale, j'ai constaté: «L'accord de gouvernement sur la sécurité sociale des salariés est vide de sens et de contenu. Cet accord est peut-être plus cynique encore en ce qui concerne la sécurité sociale des indépendants. L'accord de gouvernement, signé par tous les partis de la majorité, stipule: «On s'efforcera de porter la pension (des indépendants) pour une carrière complète» — c'est-à-dire pour les indépendants qui ont travaillé 45 ans — «au niveau du minimum garanti pour les personnes âgées, en tenant compte des possibilités budgétaires.» Ce texte est une véritable provocation à l'égard des travailleurs indépendants.»

Aucun membre du gouvernement n'a pris la peine, il y a un mois, de me répondre.

Vous, par contre, Monsieur le Ministre, vous avez l'honnêteté de confirmer mes dires et vous constatez, à votre tour, que le taux du revenu garanti aux personnes âgées sera supérieur au montant de la pension d'indépendant.

Je me réjouis de la situation créée en faveur des bénéficiaires du revenu garanti. Mais je me demande quelle est la réaction des travailleurs indépendants. Leurs organisations politisées sont relativement muettes. Peut-être se satisfont-elles de votre avis, lequel se lit comme suit dans le rapport de M. Busquin: «Bien sûr, ces nouveaux montants vont entraîner le passage d'indépendants sans ressources au régime de revenu garanti. La charge complémentaire ne peut être sous-estimée.»

Cette constatation est tellement vraie qu'il m'intéresserait de savoir à combien estimez cette charge nouvelle et à quel budget figure son montant.

Je me bornerai à ces quelques remarques très générales car votre budget est essentiellement centré sur des problèmes techniques et de gestion administrative, alors que nous attendons des orientations politiques.

Afin de rester objectif, je dois signaler que les mesures envisagées pour les pensions des magistrats et du personnel des institutions financières semblent moins brutales, plus souples que celles envisagées par le gouvernement précédent et me paraissent susceptibles d'atteindre un des objectifs de la loi du 5 août 1978.

Nous ne voterons toutefois pas ce budget pour les trois raisons suivantes:

Le gouvernement actuel, auquel participe à présent le PRL, s'était vu accorder des pouvoirs spéciaux en la matière, en vertu de la loi du 5 août 1978. De ces pouvoirs spéciaux, le gouvernement n'a pas fait usage dans les délais prévus.

Les problèmes qui devaient être résolus vont faire l'objet de nouvelles interventions du législateur. Le nouveau projet de loi aura des répercussions sur le budget 1980 des Pensions, actuellement en discussion.

Le budget de 1980 est présenté avec un retard considérable: celui de 1981 devrait être à notre disposition dans deux mois. De plus, le budget qui nous est soumis contient des crédits fixés en vertu des dispositions des propositions budgétaires 1979-1980 non encore adoptées par le Parlement.

Il faut reconnaître que si la majorité peut se contenter de telles mesures, l'opposition ne peut approuver des procédures qui mettent en cause la démocratie parlementaire.

Je siège ici depuis quatre ans: vous me direz qu'il n'y a rien de neuf, mais la situation s'aggrave dans la mesure où elle se répète, où elle devient de plus en plus complexe.

Deuxième raison de notre refus: La Cour des comptes a présenté des observations au sujet du projet de loi ajustant le budget des Pensions pour l'année budgétaire 1979.

En présence de l'importance des crédits supplémentaires, la Cour des comptes conclut que les crédits inscrits au budget sont nettement sous-évalués.

La Cour constate que le montant définitif de la subvention spéciale à l'ONPTS devrait être fixé par arrêté royal, ce qui n'a jamais été fait.

Evidemment, Monsieur le Ministre, vous avez trouvé ce problème non réglé dans votre succession.

M. De Croo, Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones et des Pensions. — Laissez-moi le bénéfice de l'innocence!

M. Delpérée. — D'accord...

La réponse n'est-elle pas cependant un peu courte? Vous nous dites que le problème est étudié par les services compétents. C'est d'une décision politique qu'il s'agit, en l'occurrence, et c'est la certitude que votre budget n'est plus, cette fois, sous-évalué.

Troisième et dernière raison de notre refus d'approbation: Nous attendions un exposé nous fixant sur la méthode d'harmonisation des régimes que vous comptez mettre en œuvre. Vous avez accompli un premier pas, je le concède, en prenant position contre la formule simpliste et, disons-le, démagogique de la pension nationale.

Mais nous restons sur notre faim.

Il en est ainsi également de l'opinion publique.

Celle-ci n'est nullement préparée à entendre la vérité dans le domaine des pensions et à admettre des adaptations mêmes raisonnables. On peut comprendre cette opinion publique qui lit des rapports contradictoires des économistes, des actuaires, des sociologues, des démographes, etc.

A cette opinion décontentée, il n'est plus qu'un langage à tenir: celui de l'information, celui de la vérité.

Nous attendons, Monsieur le Ministre, que toutes les cartes soient mises sur la table en vue d'établir les situations alternatives que pourrait supporter notre système social et d'établir un projet financier valable au moins jusqu'en 1985. (*Applaudissements sur les bancs du FDF-RW.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Wyninckx.

De heer Wyninckx. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, nu wij hier zonder onderbreking meer dan 30 uur in dit huis rondwaren, valt het misschien moeilijk een debat aan te gaan dat toch vrij fundamenteel moet zijn. Het is misschien een van de elementen van de enorme vervreemding die op dit ogenblik plaatsgrijpt want ik neem aan dat naar dit debat, naar deze begroting en naar de minister van Pensioenen misschien meer wordt uitgekeken dan naar degenen die zich nu reeds wekenlang van de ochtend tot de nacht bezighouden met de staatshervorming. Ik behoort tot degenen die weinig geestdriftig zijn over de omkering van deze waarden, Mijnheer de Minister, want er zijn vandaag in dit land om en nabij de 2 miljoen burgers die door uw departement worden «beheerd» en wier lot door uw beleidsinstrumenten en uw visie wordt bepaald. Die 2 miljoen mensen vereisen een enorme geldomloop die bijna tot 1 miljard per dag is gestegen. Immers, de 300 miljard waarvan melding is gemaakt in de begroting is niet de optelsom van alles wat deze gemeenschap in de verscheidenheid van haar structuren aan pensioenen en gelijkgestelde vergoedingen uitkeert.

Het spreekt vanzelf, Mijnheer de Minister, dat die geldstroom genoemd is om toe te nemen. Onze bevolking wordt steeds ouder en de oudere mensen worden steeds talrijker. De grote groep van de derde

leeftijd in onze samenleving neemt niet alleen toe in leeftijd, maar ook in omvang. Bovendien stellen wij vast dat het hele systeem van de financiering van de pensioenstelsels in al zijn geledingen zwaar wordt aangevreten door de budgettaire situatie. Dit geldt niet alleen voor de pensioenen in de werknemerssector. Er is een sector die budgettair misschien niet onmiddellijk in de kijker staat, maar die wij terugvinden in de begrotingen van alle mogelijke openbare diensten en instellingen. Er zijn helaas heel wat gemeenten in ons land waar voor de budgettaire last van de pensioenen steeds moeilijker wordt om te dragen. Dat zijn dingen die mee ten grondslag liggen aan de grote moeilijkheden waarmee u wordt geconfronteerd, Mijnheer de Minister.

Het toeval wil dat twee gewezen collega's van het Bureau van de Nationale Raad voor de Jeugd de verantwoordelijkheid voor het departement van Pensioenen moeten en moesten dragen; u vandaag, Mijnheer de Minister, en ik enkele maanden geleden.

De heer De Croo, Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en van Pensioenen. — Wij zijn snel geëvolueerd.

De heer Wyninckx. — Wij hebben inderdaad in enkele jaren tijd een evolutie doorgemaakt. Het is ons misschien nog niet aan te zien, maar het is wel betekenisvol dat degenen die zich enkele jaren geleden samen hebben beziggehouden met het jeugdwerk, vandaag zoveel belangstelling aan de dag leggen voor de derde leeftijd die ons, naar wij hopen, nog te wachten staat.

Mijnheer de Minister, u zult geconfronteerd worden met een ander element dat zeer belangrijk is. Met genoeg heb ik vastgesteld dat vandaag eindelijk het verslag-Fontaine werd rondgedeeld. Destijds werd door de regering afgesproken dat dit document niet zou worden rondgedeeld. Het embargo is klaarblijkelijk opgeheven. Misschien iets te laat want veel van wat in dit document, dat degelijk werk betekent, zeven jaar lang, van een aantal zeer competente personen, is achterhaald door de economische en budgettaire evolutie.

De heer De Croo, Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en Pensioenen. — Ik heb maar op 18 mei 1980 mijn eed afgelegd, Mijnheer Wyninckx.

De heer Wyninckx. — De budgettaire evolutie tast vanzelfsprekend zeer zwaar het stelsel van de werknemerspensioenen aan, maar ook de andere sectoren. Het zijn niet alleen de werknemers uit de privé-sector die vragen zullen moeten stellen over hun toekomst maar ook de werknemers uit de openbare sector. Voor allen zal de budgettaire weerslag van de crisis even ernstig blijven. En toch worden van u nog maatregelen verwacht, Mijnheer de Minister.

Ik meen niet dat ik hier een opsomming moet geven van de bedragen met betrekking tot de doorsnee-inkomsten die momenteel nog worden toegekend in de sector van de werknemerspensioenen, en ook in de openbare sector waarover zeer veel misverstanden bestaan. Wanneer men over pensioenen in de openbare sector spreekt, denkt men steeds aan zeer hoge bedragen. Maar ook daar zijn er personen die zeer kleine bedragen ontvangen. Ook dat verdient wel eens gezegd te worden. Ondanks alles verwachten de gepensioneerden van u nog een inspanning.

Zo kom ik tot mijn eerste belangrijke vraag: wij kunnen moeilijk vrede nemen met de wijze waarop het beginsel uit de regeringsverklaring, waarbij de welvaartvastheid van de pensioenen opnieuw wordt gewaarborgd, vandaag wordt toegepast. Wij moesten ons neerleggen bij het feit dat het jaar 1979, waar de welvaartscoëfficiënt normaal 3 pct. had moeten bedragen, over het hoofd werd gezien. De verantwoordelijkheid voor het feit dat vorig jaar geen welvaartspremie werd toegekend, treft u niet de welvaartspremie zou dit jaar normaal minstens moeten beantwoorden aan het bedrag dat werd vooropgesteld door de Nationale Arbeidsraad, namelijk de welvaartscoëfficiënt van 2 pct. Dat betekent dat de welvaartspremie het dubbele zou moeten bedragen van wat in de budgettaire wet is voorgesteld.

Ik vind het dus een gelukkig toeval dat wij dit debat hier kunnen houden op de vooravond van de discussie over de budgettaire wet in de Kamer van volksvertegenwoordigers omdat u misschien, dat hoop ik ten minste, gehoor zult geven aan onze suggestie. Zelfs met de budgettaire mogelijkheden waarover u beschikt, moet mogelijk zijn 2 pct. toe te staan. Het miljard waarover u beschikt zal niet volledig worden uitgeput door 1 pct. uit te keren. U zal daar een ruimte hebben van enkele honderden miljoenen, zodat 2 pct. in werkelijkheid geen 2 miljard uitgave uitmaakt. Dit 2 pct. kan niet veel meer betekenen dan een globale uitgave van een anderhalf miljard. Het moet u mogelijk zijn dat geld te vinden.

Voor ons betekent de welvaartvastheid een verworven recht in een periode waar veel over verworven rechten wordt gesproken door per-

sonen die eerder over verworven voorrechten zouden moeten praten. Er moet een grote inspanning worden gedaan en het bedrag dat in de budgettaire wet is ingeschreven, moet worden verdubbeld, wil men de gepensioneerden uit de sector van de werknemers aan hun trekken laten komen, en wil men hen doen vergeten dat zij vorig jaar reeds 3 pct. welvaartspremie hebben gemist.

Zo kom ik tot het tweede punt. Ik heb daarstraks gewag gemaakt van het verslag-Fontaine. Ik weet, want ik heb het aan den lijve ondervonden, hoe moeilijk het is de harmonisering van de pensioenstelsels in de hand te werken.

In de crisiswet werden een aantal krachtlijnen ingebouwd die in de richting van de harmonisatie van de pensioenen moesten gaan. Destijds heb ik verklaard dat ik niet geloof in het nationaal pensioen. Ik blijf hierbij. De voorbeelden uit het buitenland die hier gegeven werden zijn trouwens slecht gekozen. In feite hebben wij een basispensioen, met name het gewaarborgd inkomen voor bejaarden. Dit moet echter dringend worden opgetrokken. Ik weet dat u daar als minister van Pensioenen niet voor bevoegd bent. De verhoging van dit gewaarborgd inkomen werd nochtans reeds lang aan deze categorie van minst begunstigde medeburgers in het vooruitzicht gesteld. Andere collega's zullen ook wel op dit punt de nadruk leggen. Het gewaarborgd inkomen kan dus als basispensioen gelden voor degenen die door de mazen van de diverse wetgevingen vallen.

Er moet echter orde op zaken worden gesteld in de verschillende pensioenstelsels. Wij spreken over 200 stelsels. Het zouden er evenveel 225 of 250 kunnen zijn. Het komt er op één niet aan. De gemeentepensioenen, bijvoorbeeld, vallen niet onder één stelsel. In een agglomeratie zoals Antwerpen is er doorheen de jaren in elke gemeente een specifiek systeem gegroeid. Het zou zelfs bij benadering onmogelijk zijn te weten te komen, tenzij door een zeer diepgaand onderzoek, hoeveel pensioenstelsels er zijn. Dit te weten doet echter niets ter zake. In wezen zijn er drie belangrijke sectoren: de sector van de werknemers, de sector van de zelfstandigen en de sector van de openbare diensten. Het grootste aantal pensioenstelsels is terug te vinden in de openbare sector.

Mijnheer de Minister, er werden vroeger opties genomen die naar een harmonisatie van de pensioenen moesten leiden. Een van deze opties was een poging tot harmonisatie van de toegelaten arbeid. Wij hebben vastgesteld dat op dit stuk werd teruggekomen. Dit is een fundamentele keuze waarover misschien bij een andere gelegenheid in deze Kamer een zinnig debat kan worden gevoerd. Hoe meer ik er over nadenk, hoe meer ik tot de conclusie kom dat, wanneer wij toch geen beperking kunnen opleggen aan een bepaalde vorm van toegelaten arbeid, wij misschien beter helemaal geen beperking zouden opleggen, zoals dat in andere EEG-landen het geval is. De harmonisatie van de toegelaten arbeid, die werd nagestreefd in de crisiswet, is nu verloren gegaan doordat opnieuw aan heel wat categorieën werd toegelaten wat ingevolge de uitvoeringsbesluiten van de crisiswet niet meer toegelaten was. Men kan vragen stellen over deze fundamentele keuze. Dit thema zou in de commissie voor de Tewerkstelling en de Arbeid en voor de Sociale Voorzorg eens moeten worden uitgepraat en zou tevens het onderwerp kunnen uitmaken van het sociaal overleg. Dit laatste evenwel op voorwaarde dat er tijdens het sociaal overleg minder brandende dingen ter sprake kunnen komen, wat voorlopig wel niet het geval zal zijn. Hopelijk wachten ons echter ooit betere tijden.

De regeling met betrekking tot de toegelaten arbeid was een eerste vorm van harmonisatie van de pensioenstelsels. Een andere vorm van harmonisatie was vanzelfsprekend het opleggen van een maximumbegrenzing, met absolute en relatieve plafonds. U zult wel begrijpen dat ik daarover wens te spreken. Ik zal nochtans niet alle details in dit verband herhalen. U weet, Mijnheer de Minister, hoe deze geschiedenis is gegroeid en u hebt de contestatie meegemaakt tegen deze zeer bescheiden beperking die aan sommigen met een zeer grote pensioenhonger werd opgelegd.

Ik weet dat u indertijd samen met mij dit punt hebt verdedigd en goedgekeurd. Het leek een rechtvaardig beginsel, ook in uw ogen. Misschien was het onze geestdrift van vroegere tijden die opflakkerde ofwel onze jeugdige bezieling om recht te laten wedervaren. Het was wellicht een rechtvaardige beleidskeuze die door de politieke omstandigheden niet werd uitgevoerd. Voor mij heb ik de tekst van het ontwerp van koninklijk besluit dat ik tijdig had ingediend maar toch juist te laat, zodat het in een regeringscrisis terecht kwam. Volgens de regering was het een zeer delicate materie. Zij herinnerde zich namelijk nog de stoeten waarover onze collega Baudson het in de Kamer had: stoeten van magistraten, professoren, generaals en ambtenaren, ook wel uit Kamer of Senaat, die zich getroffen voelden in hun belangen en die de opgelegde beperkingen niet graag ondergingen. Naar aanleiding van de discussie omtrent de pensioenen die door sommige parlementsleden werden opgestreken, hebt u gezegd dat u samen met

mij deze paragrafen uit de crisiswet wel zou aannemen. U knikt bevestigend en ik denk inderdaad dat de geschiedenis er ongeveer zo uitzag.

Mijnheer de Minister, uw collega Califice had een wetsontwerp klaar dat volkomen beantwoordde aan de visie die was ingebouwd in de wet van augustus 1978. Ook dit wetsontwerp raakte verzeild in een regeringscrisis. Er zijn zo van die eeltjes die geregeld komen binnen gewandeld. De hogere pensioenen zullen kennelijk weggelegd blijven voor de volgende regering...

De heer Vangeel. — De mensen met hoge pensioenen zijn toch geen oorzaak van de regeringscrisisen?

De heer Wyninckx. — ... als aan de voorgestelde beperkingen niets verandert. U mag het mij niet kwalijk nemen dat ik het fundamenteel niet eens ben met de wijze waarop de pensioenen nu worden afgebroken. Ik ken de argumenten die men laat gelden. Plotseling ontdekt men de technische onuitvoerbaarheid. Dat is natuurlijk een zeer misplaatst argument. De technische onuitvoerbaarheid werd verbeterd door het ontwerp-Califice, dat nooit werd ingediend maar dat in de archieven toch ergens moet aanwezig zijn. Wanneer u er niet over beschikt, Mijnheer de minister, zal ik het u overhandigen. Het ontwerp dat nog niet is aangenomen in de Kamer van volksvertegenwoordigers kan er nog aan gespiegeld worden en het is nog niet te laat om de vergissing te herstellen.

Tweede argument: door het niet-indexeren van de hogere pensioenen treft men, aldus sommigen, de hoge magistratuur. Mijnheer de Minister, ik zal nu een eigenaardige logica ontwikkelen maar dat zijn wij van elkaar gewoon. Door de maatregelen die u voorstelt zijn de kleine hogere pensioenen het zwaarst getroffen. De professoren bijvoorbeeld, die een emeritaat hebben dat om en bij de honderdvijftig-duizend frank schommelt, zijn zwaar getroffen door deze maatregel wanneer zij dit emeritaat niet met een ander pensioen cumuleren. Zij zijn veel grotere slachtoffers dan de pleitbezorgers, die telkens worden vernoemd als over de hogere pensioenen wordt gesproken, omdat zij met meer dan driehonderdduizend frank pensioen naar huis gaan. Zij voelen de niet-indexering van dit bedrag veel minder scherp aan.

Met het mechanisme van het niet-indexeren, en dat is een belangrijke vraag, loopt u natuurlijk nooit de achterstand in.

Wij wensen van u te vernemen hoe u dat dubbel geschenk voor de allerhoogste pensioenen motiveert. In feite krijgen de gerechtigden op de hoogste pensioenen nu het grootste geschenk, terwijl volgens het vroegere mechanisme door de gerechtigden op de hoogste pensioenen, de grootste offers moesten worden gebracht. In het huidige stelsel, het niet-indexeren gedurende een periode van vijf jaar, krijgen zij eigenlijk een aantal jaren cadeau.

De heer De Croo, Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en van Pensioenen. — Mag ik u even onderbreken, Mijnheer Wyninckx?

De heer Wyninckx. — Misschien kan ik beter mijn gedachten volledig ontwikkelen. U kunt dan nadien antwoorden, zoals hier gebruikelijk is. Volgens mij is dat een goede manier van werken.

Het zal u zeer moeilijk vallen na vijf jaar niet-indexeren plots de grote slag te slaan, op een wijze die veel harder zal aankomen, natuurlijk in de veronderstelling dat u dan nog over de macht beschikt om het omlaaghalen van het plafond erdoor te krijgen.

De heer De Croo, Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en van Pensioenen. — Zal het over vijf jaar zoveel erger zijn dan nu?

De heer Wyninckx. — Natuurlijk! In een grafiek kan dat veel duidelijker worden voorgesteld dan met woorden.

Gaat u tegenover het Parlement de verbintenis aan dat op 1 januari 1985 geen pensioenen meer zullen worden uitgekeerd die de drie vierde van de wedde van een secretaris-generaal overschrijden?

De heer De Croo, Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en van Pensioenen. — Ja!

De heer Wyninckx. — Dan meen ik dat wij u op correcte wijze die kans moeten geven.

Toch kan ik mijn treurnis niet verbergen want, Mijnheer de Minister, en dit is het besluit van mijn uiteenzetting, voor deze gerechtigden op zeer hoge pensioenen wordt het offer zeer klein.

Ondertussen wordt de levensstandaard van de gemiddelde gepensioneerden door allerlei maatregelen afgetakeld, derwijze dat

men in plaats van te evolueren naar 75 pct. in zeer veel gevallen, maar een pensioen zal krijgen dat 40 tot 45 pct. van de wedde bedraagt. Collega Vangeel zal dit beamen.

Bovendien komt de crisis zeer zwaar aan voor deze mensen die terzelfder tijd worden getroffen door hogere huishuren, zowel in de privé- als in de sociale sector, als door de perequatie als zij na lang zwoegen een eigen huisje hebben verworven. Hun levensstandaard wordt ook aangetast door de bezuinigingsmaatregelen, hoe verdedigbaar ook, in de sector van de gezondheidszorgen enz. Zij zijn bovendien het eerste slachtoffer van de inflatie en de stijging van specifieke onkosten zoals deze voor verwarming. Die stijging van de kosten voor verwarming weegt zeer zwaar op het budget van de gemiddelde gepensioneerden. Het zal echter een zorg wezen voor gepensioneerden met een zeer hoog pensioen!

De kleine lieden in dit land trekken verbaasde conclusies uit wat in de programmawet staat. Zij vinden er weliswaar de 850 en de 100 frank in terug en een aantal lofwaardige maatregelen voor gepensioneerden, waar wij het mee eens zijn, evenals het rechtzetten van een aantal onrechtvaardigheden.

Er worden echter nieuwe onrechtvaardigheden in het leven geroepen! Hier denk ik bijvoorbeeld aan de situatie van de mijnwerkers gepensioneerd vóór 1968 voor wie ik een bijzondere inspanning heb gedaan opdat hun situatie zou worden rechtgezet. Mijnheer de Minister, ik weet dat u niet verantwoordelijk bent voor die maatregel, maar men kan ze vandaag niet uit het pensioendebat losmaken. Ik zeg dit des te gemakkelijker omdat ik in mijn arrondissement geen belangen van mijnwerkers te verdedigen heb. Kwam ik uit Limburg of uit de Borinage, dan zou ik nog meer redenen hebben dan vandaag om te zeggen dat op dit gebied de klok wordt teruggezet. Dit moet voor de mijnwerkers wel zeer hard aankomen. Misschien kan u daarvan kennis geven aan uw collega die voor deze materie bevoegd is.

Mijnheer de Minister, mijn vriendschap en mijn waardering voor u brengen mee dat wij voor zeer veel dingen samen een stuk weg zullen kunnen afleggen, maar noopt er mij tevens toe te proberen u te behouden voor twee vergissingen.

In de eerste plaats vraag ik u te trachten iets meer te doen op het stuk van de welvaartspremie door het advies van de Nationale Arbeidsraad te volgen, de welvaartspremie voor 1979 te vergeten, vermits u daar niet verantwoordelijk voor is, maar deze voor 1980 te bepalen op het niveau zoals werd voorgesteld door de Nationale Arbeidsraads, namelijk 2 percent.

In de tweede plaats vraag ik u om toch nog eens terug te grijpen naar de tekst van het wetsontwerp van uw voorganger — ik zal die te uwer beschikking stellen — of naar de tekst van diens voorganger, en dat ben ik zelf — misschien mag ik wel even onbescheiden zijn — waar wel het mechanisme werd ingebouwd om de hogere pensioenen op de wettelijk bepaalde datum te beperken.

Dit zijn voor u en voor uw reputatie bij twee miljoen Belgen dwingende keuzen.

Mijnheer de Minister, onder deze omstandigheden zal onze fractie deze begroting goedkeuren. Wij blijven echter waakzaam toezien op wat in de eerstkomende dagen in de Kamer zal gebeuren en blijven verder ijveren, zij het langs de weg van de wetsvoorstellen, ten einde op de vragen die ik u heb gesteld en waarop u misschien geen antwoord zal kunnen geven — wat mij zeer zou spijten — langs parlementaire weg een antwoord te kunnen geven. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Peeters.

De heer Peeters. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, op uitzonderingsgevallen na kan worden gesteld, dat, in het geheel van de factoren die met de overgang van een « actief » leven naar « oppensioenstelling » gepaard gaan, in min of meerdere mate het aspect « inkomen » verweven zit. In de meeste gevallen wordt vanaf dit tijdstip de pensioenuitkering de, zij het niet steeds enige, dan toch belangrijkste inkomensbron van de betrokkene.

Hoe dan ook, als regel mag wel worden gesteld, dat vanaf de oppensioenstelling de betrokkene met een minder aan inkomsten wordt geconfronteerd. Uit dit feit vloeien dan ook consequenties voort voor zijn verdere levenswijze. De gevolgen van een vermindering van de financiële middelen zullen zich immers niet enkel beperken tot zijn verdere materiële status, maar kunnen zich ook doen gelden op het vlak van de geestelijke en culturele goederen. Een vermindering van het inkomen kan derhalve zijn gevolgen doen gevoelen in verband met huisvesting, comfort, kleding en voeding, maar evenzeer op het vlak van ontspannings- en verenigingsleven, kortom, op zijn volledige verdere levenswijze. De pensionering kan, maar hoeft niet noodzakelijk, ernstige blijvende financiële gevolgen met zich te brengen. Het

ware overdreven te stellen dat « gepensioneerd worden » gelijk staat met « in armoede gaan leven ». Toch zijn er in ons land nog duizenden bejaarden voor wie dit laatste wel het geval is. We komen er verder in onze uiteenzetting op terug.

Veel algemener is het feit, dat zich bij de pensionering een aantal bijkomende factoren voordoen met een eerder voorbijgaand karakter. Deze factoren kunnen evenwel op het tijdstip van omschakeling zwaar doorwegen. Hiermee bedoelen we het geheel van perikelen die met het indienen en het afhandelen van het pensioendossier zijn gemoeid. De problematiek van het bejaardeninkomen kan ongetwijfeld vanuit verschillende gezichtshoeken worden benaderd. In het kader van de bespreking van de voorliggende begroting van Pensioenen willen wij ons hierbij tot drie, voor ons essentiële, deelaspecten beperken.

Eerst en vooral is er de ingewikkeldheid van de pensioenwetgeving. De oorsprong van de huidige pensioenwetgevingen voor werknemers en zelfstandigen is gesitueerd omstreeks de jaren 1955 en volgende. Sedertdien werden aanzienlijke verbeteringen inzake wetgeving en uitkeringen tot stand gebracht. Sedert enkele jaren bestaat eveneens een tendens tot harmonisering van de verschillende bestaande pensioenstelsels. Alle goede bedoelingen ten spijt, of mogelijk juist ingevolge dit feit, zijn de wetgevingen inzake pensioenen in ons land uitgegroeid tot een zeer onoverzichtelijk en ingewikkeld geheel. In de bestaande technische doolhof vindt de betrokkene zeer moeilijk een antwoord op de vragen: wat, wanneer, hoe en hoeveel. Dit geldt in mindere mate voor de pensioenen in overheidsdienst, maar zeer zeker voor de regelingen der werknemers en der zelfstandigen. Dit blijkt eens te meer overduidelijk uit het eindverslag van de « Commissie belast met de studie van de verschillende pensioenregelingen » — de commissie-Fontaine waarover daarnet werd gesproken — van november 1977. Wij kunnen ons ons in grote mate aansluiten bij de « voorstellen ter harmonisatie der pensioenregelingen » zoals die in dat zelfde verslag naar voor werden gebracht. Wij stellen echter vast dat het tot nog toe bij voorstellen en vrome intenties is gebleven. Wij hopen dat de huidige minister eindelijk tot concrete maatregelen zal overgaan.

Zo werden er in de werknemerssector de laatste jaren verscheidene vormen van « bruggpensioen » ingevoerd. Daarnaast bestaan in de pensioenwetgeving voor werknemers niet minder dan zeven verschillende vormen, volgens welke het pensioen op vervroegde leeftijd kan worden bekomen. Door deze situatie wordt het de eventuele gegadigden op een dergelijke vervroegde uitkering haast onmogelijk een eigen keuze te doen. Reeds in het stadium van de pensioenaanvraag dient hij zich op de kennis en het weten van derden te verlaten.

Een tweede markant voorbeeld ter illustratie: De berekening van het werknemerspensioen met onder meer de werkelijke, fictieve en forfaitaire bezoldigingen, met index- en welvaartsaanpassingscoëfficiënten is zo ingewikkeld, dat enkel de administratie en enkele hooggespecialiseerden nog in staat zijn ze uit te voeren. Het hoeft dan ook geen verwondering te wekken dat de betrokkene, na raadpleging van verschillende personen, toch blijft twijfelen of hij wel degelijk datgene heeft bekomen waarop hij meent recht te hebben. Bovendien doet de wijze van vaststelling van het aantal in aanmerking te nemen jaren voor het pensioen van zelfstandige, zeker in het geval van gemengde loopbaan werknemer-zelfstandige of vice versa werkelijk de haren ten berge rijzen. De pensioenwetgevingen zijn in hoofdzaak gebaseerd op de gemaakte beroepsloopbaan. De bewijslast daarvan berust geheel bij de betrokkenen. In sommige gevallen leidt dit tot zeer pijnlijke toestanden voor die personen welke eertijds hebben gewerkt, doch er niet in slagen hieromtrent nog een aanvaardbaar bewijs te bemachtigen.

Een tweede aspect dat wij wensten te belichten, is de niet te loochenen discriminatie voortvloeiend uit de grote onderlinge verschillen inzake pensioenwetgeving. Het uitgebreide gamma van meer dan 200 type-pensioenwetgevingen kan in ons land in drie sectoren worden opgedeeld: de pensioenen voor de tewerkgestelden in overheidsdienst, het pensioen voor werknemers en het pensioen voor zelfstandigen.

Daarnaast bestaat voor degenen die onder geen enkel wettelijk pensioenregime ressorteren, een gewaarborgd inkomen voor bejaarden. De wetgevingen voor werknemers en zelfstandigen, in hun huidige vorm, kenden sedert hun tot stand komen vanaf 1955 een belangrijke evolutie inzake reglementering en pensioenbedrag. Dit heeft echter niet kunnen beletten, dat de algemene aanblik van de toestand inzake pensioenen vandaag werkelijk chaotisch aan doet. Ook maatregelen met een harmoniserend karakter hebben hieraan weinig of niets kunnen veranderen.

Elk pensioenstelsel beschikt over een eigen specifiek financieringssysteem, voorziet in eigen voordelen, die onderling zowel in vorm als in waarde sterk verschillen van het ene stelsel tot het anderen.

Het onderscheid inzake filosofie tussen het staatsstelsel, het werknemersstelsel en het stelsel der zelfstandigen onderling maakt een algemene of een meer genuanceerde vergelijking tussen deze verschillende pensioenstelsels haast onmogelijk. Het verschil inzake eindresultaat, in de vorm van de respectieve pensioenbedragen, is des te treffender.

Zo streven zowel het pensioenstelsel voor de in overheidsdienst tewerkgestelden als dat voor de werknemers naar een pensioenuitkering in verhouding tot de belangrijkheid van de beroepsloopbaan én de verdiende bezoldiging. De toepassing van deze twee principes in de onderscheiden wetgevingen loopt evenwel zo sterk uiteen, dat het eindresultaat niet meer vergelijkbaar is. Voor de overheidssector geldt namelijk de gemiddelde bezoldiging van de vijf laatste jaren (die ook de voordeligste zijn), terwijl het gemiddelde voor de werknemers over een volledige loopbaan van 45 jaar voor een man, 40 jaar voor een vrouw, wordt berekend. Hieraan dient nog te worden toegevoegd dat het door het werknemersregime nagestreefde doel — te komen tot een gezinspensioen op basis van 75 pct. van de gemiddelde werkelijk verdiende bezoldiging over een loopbaan van 45 jaar — slechts tegen het jaar 2000 zijn volle uitwerking zal hebben.

Het hoeft dan ook geen betoog dat aldus de huidige berekende pensioenbedragen, toegekend in overheidsdienst, aanzienlijk hoger liggen dan die in de werknemerssector. Geldt deze vaststelling bij vergelijking van het gezinspensioenbedrag uit de werknemerssector met het pensioen in overheidsdienst (waar geen onderscheid wordt gemaakt tussen de toestand gezin en alleenstaande), dan wordt de vergelijking tussen het pensioenbedrag werknemer als alleenstaande (namelijk 80 pct. van het gezinsbedrag) met het staatspensioen des te schrijnender.

Volledig onderaan de ladder tenslotte hangen de pensioenbedragen voor zelfstandigen. Vertrekkend van een vastgesteld pensioenbedrag, geldt voor hen enkel de belangrijkheid van de beroepsloopbaan als bepaling of dit forfaitaire bedrag in zijn geheel of slechts gedeeltelijk kan worden toegekend. Zelfs indien in het overheidsregime de beperking wordt ingevoerd tot een plafond gelijk aan het pensioen van een secretaris-generaal in overheidsdienst, kan een algemene quotering van de bedragen in deze drie stelsels als volgt gebeuren: Ten eerste, de overheidssector: van middelmatig tot zeer hoog; ten tweede, de werknemerssector: van laag tot middelmatig; ten derde, de sector zelfstandigen: zeer laag.

Een steeds weerkerende klacht betreft het feit dat in de openbare sector een nieuw aangegaan huwelijk voor de weduwe geen beletsel vormt om haar overlevingspensioen verder uitbetaald te krijgen. Voor de weduwen van werknemers en zelfstandigen daarentegen vervalt, na de uitkering van een zogenaamde aanpassingsvergoeding, het recht op overlevingspensioen.

Een bijkomende factor van ongenoegen wordt gevormd door de sterk uiteenlopende financieringsmethodes in de verschillende sectoren. Zo worden de rustpensioenen in de overheidssector volledig door de staatskas ten laste genomen, zonder inbreng van de betrokkenen. In de werknemerssector belooft deze bijdrage 14 pct. van het brutoloon dat voor de berekening van het pensioen in aanmerking komt. Voor de zelfstandigen bedraagt de pensioenbijdrage ongeveer 7 pct. tot het geïndexeerde plafond inzake belastbaar inkomen en een kleiner percent op de schijf hoger gelegen inkomsten.

Als laatste factor in dit verband willen we nog aanstippen, dat in het overheidsstelsel aan diegenen wier pensioenbedrag laag uitvalt, een minimumbedrag wordt gewaarborgd; een maatregel die momenteel nog steeds niet bestaat in de werknemerssector, noch in die voor zelfstandigen. Hiermede hebben we slechts enkele van de meest in het oog springende discriminaties in het licht willen stellen. Het is zeker niet erg moeilijk deze lijst met een hele reeks andere elementen te vervolledigen.

Er is een derde essentieel deelaspect van onze pensioenwetgeving dat wij nog wilden belichten, namelijk de «mensonwaardige» uitkeringsbedragen in sommige stelsels, en de gevolgen daarvan. Zoals hiervoor geschetst, kent enkel het pensioenstelsel van de overheidssector een gewaarborgd pensioenbedrag. Zulks houdt in, dat degenen uit de werknemerssector, aan wie wegens onvolledige loopbaan, ofwel wegens lage bezoldiging slechts een minimaal laag pensioen wordt verleend, als enige eventuele garantie (en dit na een streng onderzoek van de overige bestaansmiddelen) op het gewaarborgd inkomen aanspraak kunnen maken. Zulks geldt eveneens voor de zelfstandigen, terwijl voor deze categorie de bijkomende opmerking geldt, dat het pensioenbedrag vrijwel gelijk is aan dat van het gewaarborgd inkomen.

Het bedrag van het gewaarborgd inkomen blijft momenteel nog ver van een socio-vitaal minimum verwijderd. Uit een wetenschappelijk onderzoek door het Centrum voor Sociaal Beleid verricht omtrent «Bestaanszekerheid en sociale zekerheid» blijkt dat het maandelijks socio-vitaal levensminimum eind 1979 zou bedragen: 11 365

frank voor alleenstaanden, 15 230 frank voor echtparen. De in het regeerakkoord voorgestelde geleidelijke verhoging van de bestaansminima tot respectief 140 000 en 180 000 frank per jaar sluiten inderdaad bij deze streefcijfers aan. Doch wat betekent «geleidelijk» en welke zijn de praktische maatregelen die reeds werden genomen opdat het niet eens te meer bij vrome wensen of intenties zou blijven? Bovendien mag dan nog worden aangenomen, dat deze minima eerder laag werden geraamd. Indien we de onderzoeksresultaten zoals die uit tal van andere studies naar voor komen aan het gewaarborgd minimum toetsen, komen we immers tot nog onttellender verschillen.

Tot besluit zou ik de vraag willen stellen: Hoe wordt dit alles door de bejaarde zelf ondergaan? Ingevolge de ingewikkeldheid van de pensioenwetgeving is voor de niet-ingewijde de problematiek omtrent zijn pensioendossier en al wat er verband mee houdt vaak een onontwarbaar klun. Meestal zal de pensioengerechtigde zich volledig op anderen moeten verlaten en zal hij, zelfs reeds in het stadium van de nakende oppensioenstelling, in een positie van afhankelijkheid worden gedrongen. Ook voor het vervullen van de verdere formaliteiten zal hij regelmatig op de hulp van derden een beroep moeten doen. Er blijft hem niet veel meer over dan passief toe te zien hoe de formaliteiten in verband met zijn later inkomen worden afgewikkeld, zonder daartoe zelf veel zinnigs te kunnen bijdragen.

Niet zeldzaam zijn de gevallen waarin de betrokkene jaren na zijn oppensioenstelling nog steeds op zoek is naar de juiste persoon, die hem zijn eventueel zelfs vermeend recht inzake pensioen zal kunnen bezorgen. Anderen voelen zich ingevolge een gelijkaardig voorval voor de rest van hun leven tekort gedaan en verbitterd.

De bestaande discriminerende toestanden werken de naijver tussen de gerechtigden uit de verschillende sectoren in de hand. Het aantal effectief en ook vermeend gediscrimineerden is dan ook bij benadering niet te tellen. Het algemeen ongenoegen, vooral bij de betrokkenen zelf, neemt dan ook toe.

Het ligt voor de hand dat vooral de categorie van medeburgers, die het met het gewaarborgd minimuminkomen dienen te stellen, een beroep moeten doen op bijkomende steun, hetzij van familieleden, hetzij van private of openbare instanties zoals het OCMW. Alleen degenen die met de praktijk vertrouwd is, weet wat het zetten van een dergelijke stap veelal voor deze mensen betekent. Dit in zoverre dat er onder hen ongetwijfeld zijn die liever in armoede leven dan daartoe te moeten overgaan.

Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, in de naoorlogse periode is er inzake pensioenwetgeving evenals inzake pensioenuitkeringen heel wat tot stand gekomen. In 1969 werd voor het eerst een gewaarborgd inkomen ingevoerd, voordeel dat sedertdien in belangrijke mate werd opgetrokken. Toch vertoont de wetgeving op het vlak van prestaties voor bejaarden een grote en discriminerende diversiteit, een uitgebreide en ingewikkelde administratie, een wetgeving die voor de betrokkenen bijna onbegrijpelijk is, zodanig dat de situatie chaotisch overkomt.

Ook omtrent de zogenaamde «individualisering» of de vorming van een pensioenbedrag in verhouding tot loopbaan en bezoldiging kan een en ander worden aangemerkt. In het werknemersstelsel namelijk zullen degenen met een hoge bezoldiging verhoudingsgewijze een hogere pensioenbijdrage betalen dan die met de lagere bezoldiging. Met dien verstande evenwel, dat daardoor wel het eigen te verwachten pensioen zal verhogen, zonder enige solidariteit ten opzichte van diegenen met een lagere bezoldiging. Men zou het kunnen zien als een collectief stelsel tot vervulling van het individuele belang. Ons inziens is op het vlak van berekening en administratie der pensioenen een ernstige vereenvoudiging noodzakelijk. Ook het grote verschil inzake bedragen lijkt niet langer verantwoord en wij juichen de plannen ter zake van de regering volmondig toe. De vraag kan immers worden gesteld, of het inderdaad nog langer aan enige behoefte beantwoordt dat, eens de pensioenleeftijd bereikt, de Staat of de gemeenschap de vroeger verworven individuele levensstandaard verder blijft waarborgen. Ware een eenheidsstelsel, dat instaat voor een zelfde basispensioenuitkering, die ieder in staat moet stellen ten volle aan het leven van de gemeenschap verder deel te nemen, niet meer verantwoord?

Wij juichen dan ook, Mijnheer de Minister, volmondig uw plannen toe om de verschillende pensioenstelsels te harmoniseren. Wij hopen echter dat het eens te meer niet bij plannen en intenties zal blijven, maar dat spoedig werk zal worden gemaakt van een billijker herverdeling van de inkomens van onze bejaarden, zowel tussen de verschillende pensioensectoren als tussen de verschillende inkomensgroepen.

Dat de minister zich hierbij, in het kader van de Europese richtlijnen, de gelijkschakeling van de pensioenen van mannen en vrouwen heeft voorgenomen, is een eerste maatregel die tot dringende realisatie dwingt.

Ook de maatregelen tot afschaffing van astronomische pensioenbedragen sluiten aan bij een programmapunt dat de Volksunie steeds heeft vooropgesteld.

Wij twijfelen aan de degelijkheid van het systeem van de loskoppeling van het indexcijfer om dezelfde redenen als de heer Wyninckx.

Het ligt echter voor de hand, dat het niet volstaat de excessief hoge pensioenbedragen te beperken. Noodzakelijker is de invoering van een recht op een menswaardig inkomen voor alle bejaarden, toekenaar zonder overdreven rompslomp en uitgebreide administratieve vereisten. Daartoe volstaat het evenwel niet het relatief beperkte aantal hoge pensioenen af te romen. Een herverdeling van de bestaande pensioengelden volstaat evenmin. Een menswaardig inkomen voor alle bejaarden zal een grotere inspanning van de gemeenschap noodzakelijk maken.

De in het regeerakkoord voorgestelde « geleidelijke » verhoging van de bestaansminima zou dan ook op korte termijn moeten worden gerealiseerd. Dringend dient er tevens aan gedacht te worden het gewaarborgd inkomen aan de evolutie van de andere sociale uitkeringen te koppelen, zodat een achteropgeraken voor de toekomst wordt voorkomen.

Mijnheer de Minister, met deze positieve kritische ingesteldheid zullen wij de dringende fundamentele hervormingen, binnen het voor een zo belangrijk deel van onze bevolking zo belangrijk pensioenstelsel nauwlettend van nabij blijven volgen.

Aangezien de huidige begroting vooralsnog aan de door ons eerder gestelde drie fundamentele basisbezwaren eens te meer voorbijgaat, zullen wij ze uiteraard niet kunnen goedkeuren. (*Applaus op de banen van de Volksunie.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Constant De Clercq.

De heer C. De Clercq. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, Dames en Heren, het zij mij toegestaan enkele beschouwingen te maken binnen de bespreking van de begroting 1980.

Om een inzicht te krijgen in de pensioensector en in het pensioenbeleid in het algemeen, dienen meerdere documenten geraadpleegd te worden, onder meer de voorliggende begroting, de rijksmiddelenbegroting, de beleidskeuze van het Plan en de opeenvolgende budgettaire- of programwetten. Het komt mij dan ook als noodzakelijk voor dat bij de indiening van de begroting van Pensioenen een beleidsnota zou worden ingediend, waarin én het beleid én de financiële weerslag én de vooruitzichten worden toegelicht. Zoals ik reeds vroeger heb gevraagd verdient het dan ook aanbeveling artikel 10 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit aan te vullen, met de bepaling dat bij elke begroting door de betrokken minister een nota zou worden ingediend met vermelding én van de beleidsopties én van de budgettaire ramingen, dit mede als veiligheidsmaatregel voor de uitvoerende macht en tot meer mogelijkheid van parlementaire controle.

In aansluiting met het punt van de beleidsnota kan ook de vraag worden gesteld waarom nog steeds niet tot een eenheidsbegroting voor pensioenen werd overgegaan. Inderdaad, de voorliggende begroting vermeldt niet alle pensioenuitgaven. Dit blijkt trouwens uit het feit dat de begroting 1980 in een globaal krediet voorziet van 119,7051 miljard uitgaven, waar de volledige pensioenlast voor het jaar 1978 reeds 293,6465 miljard uitgaven beliep. Hetzelfde kan worden gezegd wat het aantal gepensioneerden en het aantal pensioenen betreft.

Mijns inziens is de eenheidsbegroting van pensioenen eerst en vooral een administratieve noodzaak, maar ook nodig om een volledig inzicht te kunnen verwerven en een evenwichtig beleid uit te stippen.

Sta mij toe, Mijnheer de Minister, te betreuren dat de opeenvolgende regeringen zo weinig aandacht hebben besteed aan de uitvoering van de wet van 5 augustus 1978, houdende economische en budgettaire hervormingen, deel II, pensioenen.

Het uitblijven van verdere uitvoeringsmaatregelen betekent dat wij nog niet ten volle toe zijn aan hetgeen ik eens heb genoemd « het installeren van een pensioenslang ».

Er wordt al wel gesproken van een « muntslang » maar nog niet van een « pensionslang ». Met dit beeld voor ogen zouden wij kunnen zeggen dat het minimumpensioen inderdaad dit is van een gewaarborgd inkomen voor bejaarden en het maximumpensioen dat moet resulteren uit de toepassing van de wet van 5 augustus 1978.

Wanneer ik de cijfers neem, stellen wij vast dat de grote verschillen inmiddels zijn gebleven. Immers, op 1 juli 1979 bedroeg volgens het verslag het maximumrustpensioen 3 miljoen 804 duizend frank en het maximumoverlevingspensioen 906 duizend frank per jaar. Daar-

tegenover staat het gewaarborgd inkomen voor bejaarden op 31 december 1979: 135 305 frank voor een gezin en 97 418 frank voor een alleenstaande.

Ik wil eraan toevoegen dat wij nota hebben genomen van de toegezegde verhoging met ingang van 1 januari 1980, waarover wij ons verheugen. Dat neemt echter niet weg dat de verhouding tussen het hoogste en de laagste pensioenen vrij scheef blijft.

Wellicht kan de wet van 5 augustus 1978 worden verbeterd. Alleszins zijn er middelen om de overdoelmatigheid van bepaalde categorieën bij te schaven, onder meer langs de fiscaliteit.

Meermaals heb ik de minister bevoegd inzake pensioenen gevraagd maatregelen te nemen om een einde te maken aan de toestand van sociale fraude die zich bij gepensioneerden meer en meer voordoet. Het is inderdaad een feit dat alleenstaanden: ongehuwden, weduwen of weduwnaars, niet huwen of niet hertrouwen, maar een feitelijk gezin vormen met het oog op het behoud van het rust- of overlevingspensioen.

Door deze toestand bekomen deze personen een hoger inkomen dan de gehuwden. Het lijkt mij dan ook aangewezen, om redenen van rechtvaardigheid, dat dienaangaande maatregelen worden getroffen die dienen te worden ingeschreven in de diverse pensioenwetten en reglementen.

Mag ik zo vrij zijn in dit verband een voorstel te formuleren?

In de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum werden drie categorieën van rechthebbende ingeschreven met name: de samenwonende echtgenoten, de alleenstaande persoon of de persoon die enkel samenwoont met ongehuwde minderjarige kinderen die ten laste zijn, elke andere persoon die met een of meerdere personen samenwoont, onverschillig of al dan niet bloed- of aanverwant.

Wanneer deze zou worden opgenomen, komt men automatisch tot de gewenste sanering.

De heer De Rore. — En de aanpassingsvergoeding in dit geval, Mijnheer De Clercq?

De heer C. De Clercq. — Het betreft hier een geheel. Ik vermeld hier een feit zonder een standpunt ten gronde in te nemen, maar enkel uit oogpunt van de rechtvaardigheid bekeken. Een voorbeeld: Gehuwden ontvangen 150 000 frank per jaar. Ongehuwden, ook wanneer zij samenwonen, ontvangen elk 100 000 frank per jaar, wat samen 200 000 frank betekent, dus een sociale fraude van 50 000 frank. Dat wil ik onder de aandacht van de minister brengen.

Ik wil er ook op wijzen dat een maatregel in deze zin reeds in de kinderbijslagregeling voor werknemers werd voorzien door de wet van 27 maart 1951. Artikel 56bis bepaalt daar dat de gewoner kinderbijslag en niet de wezenbijslag wordt betaald, indien de overlevende vader of moeder niet hertrouwd is, maar samenwoont om een huishouden te vormen. Dit artikel 56bis bepaalt trouwens wat onder het begrip huishouden moeten worden verstaan.

De bijlage met betrekking tot de bedragen der prestaties in de verschillende pensioenstelsels aan het verslag van de Kamercommissie leert ons dat einde 1974 het aantal pensioenen 2 116 500 beliep en dat de uitgaven werden vastgesteld op 172,5119 miljard. Voor 1978 bedroeg het aantal pensioenen 2 248 217 en de uitgaven 293,6465 miljard. Dit betekent een gemiddeld pensioen per persoon en per jaar van 81 546 frank in 1974 en 130 625 frank in 1978.

Daartegenover staan de bedragen van het gewaarborgd inkomen voor bejaarden. Het bedroeg in 1974 71 178 frank voor een gezin en 51 871 frank voor een alleenstaande.

Dit zelfde gewaarborgd inkomen beliep op 31 december 1979 voor een gezin 135 305 frank en voor een alleenstaande 97 418 frank.

Wanneer wij nu de procentuele vergelijking maken tussen het gewaarborgd inkomen voor bejaarden en het gemiddeld pensioen per jaar en per hoofd, waarvan sprake in de bijlage van het Kamerverslag, komen wij tot de volgende vaststelling. In 1974 was de verhouding gewaarborgd inkomen gehuwden ten aanzien van het gemiddeld pensioen 87,8 pct. Voor de alleenstaanden bedroeg dat 64 pct. In 1979 bedroeg dit respectievelijk 103,5 pct. voor gehuwden en 74,5 pct. voor alleenstaanden.

De vergelijking 1974/1978 leert ons dat er een groei is geweest van het gewaarborgd inkomen ten aanzien van het gemiddeld pensioen van 15,7 pct. voor de gehuwden en 10,5 pct. voor de alleenstaanden. Deze winst is ongetwijfeld te wijten aan het feit dat in de wet op het bestaansminimum van 7 augustus 1974 een programmatie tot en met 1978 was ingeschreven.

Van 1 januari 1979 af was er bij de wet geen verhoging meer voorzien en er dient dan ook, zeer tot ons ongenoegen, te worden vastgesteld dat de basisbedragen van het gewaarborgd inkomen, evenals

deze van de gewone tegemoetkomingen aan minder-validen, van het bestaansminimum en van de invaliditeitsuitkeringen voor de onregelmatige werknemers niet werden verhoogd.

Wij nemen wel akte van de beslissing van de regering om met terugwerkende kracht van 1 januari 1980 af gezegde vergoeding te verhogen. Dat neemt niet weg dat we inmiddels het jaar 1979 zonder inhaalbeweging zijn voorbijgegaan.

Wij stellen vast dat, indien er voor de categorie van de minst begunstigten geen bij de wet gewaarborgde programmatie wordt vastgelegd, deze groep niet aan haar trekken komt en tijdens het jaar 1979 het gelag heeft moeten betalen.

In de toestand die wij nu kennen komt het er vooral op aan de juiste inventaris op te maken van al de pensioenregelingen die in ons land bestaan, met de vermelding wat deze respectievelijk aan boni en mali bezitten. Ik verwijs hier naar de beleidsnota en naar de eenheidsbegroting.

Sedert 1974 werd elk jaar voorspeld wat thans praktisch een feit is geworden. Er werden vele studies en verslagen opgesteld, er werden suggesties gedaan inzake besluitvorming, maar nooit is men tot een eigenlijke beslissing ten gronde gekomen. Eindelijk komt men nu tot het uur van de waarheid, het ogenblik waarop de middelen ten einde zijn en de tekorten zich aanmelden. Het is eigenlijk de tegenovergestelde toestand van de klassieke verkiezingslogans.

De Nederlanders zouden zeggen: die lol is er ook weer af. De huidige crisisperiode heeft dan ten minste deze goede kant, dat men verplicht wordt na te denken en zich te bezinnen, met andere woorden teruggaan naar de zin van de dingen zelf.

Mijnheer de Minister, de grondvraag en de opdracht blijft: hoe aan alle personen die tot de derde leeftijd behoren, en zullen gaan behoren, een menswaardig bestaan verzekeren met de middelen die door de gemeenschap hiervoor werden vrijgemaakt? Er zal veel corporatisme moeten worden bestreden. Het beleid zal dienen te handelen met één doel voor ogen: het algemeen welzijn. Om dat doel te bereiken kan u rekenen op de medewerking van de CVP-fractie van de Senaat. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vangeel.

De heer Vangeel. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, ik zou in de eerste plaats de minister willen danken. De commissie voor de Arbeid en Tewerkstelling en de Sociale Voorzorg wacht reeds twee jaar op het verslag-Fontaine. Wij hebben dit nu eindelijk ontvangen. Wij willen niet in detail treden, maar toch een paar opmerkingen maken na een eerste lezing van dit verslag.

In dit verslag stelt men een aantal belangrijke harmonisatiemaatregelen voor, waarvan sommige reeds werden uitgevoerd. Minister Wyninckx nam enkele hiervan voor zijn rekening, maar ook andere ministers waren hierbij betrokken.

Ik kan mij echter niet van de indruk ontdoen dat de voorgestelde maatregelen niet volledig in de lijn van de harmonisatie liggen. Mijns inziens heeft de ambtenarij ter zake een te grote invloed gehad, zodat men wel zeer goed heeft gezorgd voor het behoud van de zogenaamde verworven rechten, maar afkerig heeft gestaan tegenover het optrekken van de lagere pensioenen ten aanzien van de hogere. Ik ga hier echter niet verder op in. De minister belooft ons gisteren in de commissie dat wij het verslag-Fontaine en al wat erbij hoort zeer spoedig zullen bespreken. Bij die gelegenheid zullen wij dan in dat verband onze opmerkingen maken.

Ik dank de minister en zijn voorgangers voor de reeds genomen en de voorgestelde maatregelen. De huidige minister van Pensioenen is immers niet alleen verantwoordelijk voor de vooropgestelde maatregelen voor het jaar 1980 maar ook voor de maatregelen die werden uitgevoerd in 1979.

De aanpassing van de lagere pensioenen en de verhoging van het aanvullend vakantiegeld waren belangrijke maatregelen die in 1979 werden genomen. Voor 1980 is er de verhoging van de gewaarborgde pensioenen voor werknemers gepensioneerd vóór 1962 met 4 500 frank voor de gezinnen en 3 600 frank voor de alleenstaanden. Eveneens belangrijk voor dit jaar is het verlenen van een gewaarborgd minimumpensioen aan al diegenen die een volledige loopbaan hebben, ook al zijn zij vanaf 1962 gepensioneerd. Tot op heden was dit gewaarborgd minimumpensioen immers voorbehouden aan diegenen die vóór 1962 op pensioen gingen.

Hier werd een belangrijke stap gezet in de richting van de gelijk-schakeling van het minimumbedrag voor alleenstaande vrouwen ten opzichte van het pensioen van alleenstaande mannen.

In uitvoering van de regeringsverklaring wordt opnieuw een welvaartspremie ingevoerd, al is deze premie van 800 of 1 000 frank dan ook, zoals collega Wyninckx zei, te laag in verhouding tot het advies

van de Nationale Arbeidsraad en in verhouding tot het bedrag van 1 miljard dat hiervoor werd uitgetrokken.

Mijnheer de Minister, al behoort dit niet tot uw bevoegdheid, toch is een belangrijk deel van het Kamerverslag over de begroting van de Pensioenen gewijd aan het gewaarborgd inkomen voor bejaarden. De verhoging die voor 1980 in het vooruitzicht is gesteld en die met terugwerkende kracht zal worden uitbetaald, is voor ons zeer belangrijk.

In het verslag van de Kamer staan er eveneens een aantal bepalingen in verband met de openbare sector. Wellicht worden deze maatregelen naar later verschoven, want voor 1980 is natuurlijk in weinig voorzien.

Ik wil nog een paar opmerking maken in verband met de verhoging van het gewaarborgd inkomen voor de bejaarden en dit vergelijken met de meerinkomsten voor sommige categorieën ingevolge decumulatie en *splitting* van inkomens uit de bespreking van de begrotingswet. In de Kamer heb ik vernomen dat voor de hogere inkomens van 2,5 miljoen in 1984 een belastingvermindering van meer dan 200 000 frank zou worden toegestaan. Ik stel mij de vraag of het fatsoenlijk is dat iemand met een dergelijk inkomen 200 000 frank meer inkomsten krijgt terwijl het gewaarborgd inkomen voor bejaarden dit bedrag niet eens bereikt. Ik heb nog een vraag in verband met het gewaarborgd minimum inzake werknemerspensioenen. Waar in zal het koninklijk besluit ter zake voorzien, waar het gaat over de volledige loopbaan?

Ik sluit mij tevens aan bij de vraag van collega De Clercq in verband met het gewaarborgd inkomen voor bejaarden. Wij wensen dat de regering dringend in enkele jaren tijd het beloofde bedrag van het gewaarborgd inkomen zou opvoeren tot een behoorlijk bestaansminimum. Mijnheer de Minister, sinds jaren wordt dit behoorlijk bedrag beloofd, maar door allerlei omstandigheden werd het nog steeds niet bereikt.

Al hoort dit ook niet onmiddellijk tot uw bevoegdheid, Mijnheer de Minister, toch zou ik de aandacht van de regering willen vestigen op het pensioen van de zelfstandigen. Zoals u weet, ligt dit bedrag thans lager dan het gewaarborgd inkomen voor bejaarden.

Nog een opmerking, vooral in verband met het vakantiegeld, het aanvullend vakantiegeld en de nieuwe, zij het zeer kleine, welvaartspremie. Deze voordelen zijn eigenlijk gepland voor de minst bedeeden. Er zouden dan ook maatregelen moeten worden overwogen om deze voordelen niet te blijven uitkeren aan degenen die een paar jaar hebben gewerkt als werknemer, maar daarna ambtenaar werden, en zodoende een hoog of een vrij hoog pensioen hebben. Het is niet nodig dat ook zij deze voordelen blijven genieten.

Zo kunnen belangrijke besparingen worden gedaan in het stelsel van de werknemerspensioenen. Het gaat niet op dat deze gelden op een bijna onbehoorlijke wijze terecht komen bij mensen die reeds over een meer dan behoorlijk inkomen beschikken.

Wij zijn allemaal, ook meer en meer de publieke opinie, en zeker de groep van de gepensioneerden, ten zeerste bezorgd om de financiële toestand van de pensioenstelsels.

Ik zal hier niet verder op ingaan. Wij weten echter allemaal dat niet alleen het pensioenstelsel van de zelfstandigen met een steeds groeiend deficit te kampen heeft maar dat ook het stelsel van de werknemerspensioenen, door allerlei omstandigheden budgettaire moeilijkheden ontstaan. Men heeft dit stelsel immers laten instaan voor een aantal voordelen die er eigenlijk niet onder ressorteren; ik denk bijvoorbeeld aan het bijzonder bruggpensioen van de werklozen — wat de reserves aantast. Bovendien heeft men dit stelsel ook de zo nodige Staatstoelagen onthouden, wat alleen al voor het jaar 1980 een minder inkomen van 20 miljard betekent. Indien dit alles niet ware gebeurd, dan zou het stelsel van de werknemerspensioenen nog steeds financieel gezond zijn en zelfs vandaag nog belangrijke voordelen kunnen verschaffen aan de aangeslotenen en een ernstige aanpassing aan de welvaart tot stand kunnen brengen.

Mijnheer de Minister, men denkt gewoonlijk niet aan het stelsel van de overheidspensioenen.

Als men daar de evolutie nagaat, merkt men dat overheidspensioenen tijdens de volgende jaren een aanzienlijke supplementaire last voor de budgettaire toestand van dit land zullen vormen. Wij weten immers allemaal dat de grote aangroei van het personeel in overheidsdienst slechts enkele jaren na de tweede wereldoorlog tot stand is gekomen. Morgen en overmorgen gaat dat personeel op pensioen. Dan zullen er miljarden nodig zijn om die pensioenen te kunnen uitbetalen.

Ik zal nog even handelen over de harmonisatie van de pensioenstelsels.

Daarstraks, bij het bespreken van het verslag-Fontaine heb ik het er even over gehad. Ik sluit hier aan bij wat andere collega's reeds

hebben gezegd. Er bestaat inderdaad een grote discriminatie naargelang van het stelsel waartoe men behoort. Er bestaan zeer grote verschillen tussen het stelsel van de werknemers en dat van personen in overheidsdienst, al zijn er ook wat het overheidspersoneel betreft enkele kleine pensioenen, waarover de heer Wyninckx daarstraks heeft gehandeld. Toch kan dat worden rechtgezet door het gewaarborgd minimumpensioen.

Mijnheer de Minister, als wij het pensioenstelsel van het personeel in overheidsdienst vergelijken met het stelsel van de werknemerspensioenen, stellen wij zeer grote verschillen vast. Wanneer wij de cijfers bekijken van de belangrijke tabel die als bijlage gevoegd was bij het Kamerverslag van de heer Busquin zien wij dat in het stelsel van de werknemerspensioenen ongeveer 900 duizend gepensioneerden een bedrag krijgen van 92 miljard terwijl in het pensioenstelsel van de overheidsdiensten 106 000 mensen 37 miljard ontvangen, in het stelsel van de pensioenen uitgekeerd door de Nationale Maatschappij van de Buurtspoorwegen, 30 000 personen 9 miljard ontvangen en in een laatste categorie van aanvullende pensioenen toegekend door sommige instellingen van openbaar nut zoals de Nationale Bank en dergelijke, onder amper 3 921 pensioengerechtigden 1 miljard 448 duizend frank wordt verdeeld.

Als wij de deling maken, stellen wij dus vast dat het gemiddeld pensioen in de drie laatstgenoemde stelsels heel wat hoger ligt dan in het stelsel der werknemerspensioenen.

Over de andere punten zullen wij best spreken wanneer wij de harmonisatie van de pensioenstelsels behandelen.

Mijnheer de Minister, ik vraag uw blijvende aandacht voor de vereenvoudiging in de administratie van de pensioenstelsels. Er is ter zake nog heel wat te doen om het pensioenstelsel te vermensenlijken opdat degene die een beslissing nopens zijn pensioen ontvangt of degene die stappen doet tot het bekomen van zijn pensioen, een duidelijk inzicht kan verwerven in deze materie.

Mijnheer de Minister, zoals de heer De Rore vraag ik ook uw aandacht voor een verder onderzoek in ons land ten einde te komen tot één betalingsinstelling voor de pensioenen. Alleen dan zullen wij weten hoe de pensioenlast in ons land verdeeld is, alleen dan zullen wij weten waar nog armoede heerst bij de bejaarden. Als wij vandaag bijvoorbeeld in het stelsel van de werknemerspensioenen zien dat er duizende kleine pensioentjes worden uitbetaald, betekent dit niet dat zoveel mensen het met een bescheiden pensioen moeten stellen. Velen genieten immers nog een pensioen van de openbare sector en als wij die twee samenvoegen, kunnen wij niet meer spreken van kleine pensioentjes.

Indien wij één betalingsinstelling hebben of indien er tenminste een ernstig contact is tussen de betalingsinstellingen van de pensioenen met een uitwisseling van gegevens, zullen wij een degelijk inzicht verwerven ter zake.

Mijnheer de Minister, ik betreurt het dat u, zoals uw voorganger trouwens, zo weinig bevoegdheid hebt gekregen. Het is niet voldoende dat de pensioenen van de overheidsdiensten, dan nog in beperkte mate, en de pensioenen van de werknemers onder uw bevoegdheid vallen terwijl u, buiten het verlenen van de nodige toelagen, niets te zeggen hebt aan het pensioenstelsel voor de zelfstandigen en aan het stelsel van de pensioenen uitbetaald door sommige openbare instellingen zoals de gemeenten, de NMBS en andere. Om tot een degelijk pensioenbeleid te komen zouden al deze pensioenstelsels in « één hand » moeten zijn.

Mijnheer de Minister, ik wens nog enkele woorden te zeggen over uw nieuwe maatregelen ter beperking van de hogere pensioenen. U meent misschien ook op dat gebied te goeder trouw degelijke maatregelen voor te stellen. Ik ging nochtans, en ik blijf akkoord met collega Wyninckx, dat deze beperking op een andere manier zou moeten gebeuren. Ik ben van mening dat u aan dit probleem nog eens extra uw aandacht moet schenken. Ik weet dat u bepaalde argumenten hebt ontwikkeld, ook inzake de emeritaatspensioenen, en dat naar uw mening uw oplossing de beste was om deze te beperken. Ik ben daarvan niet overtuigd.

Tenslotte, Mijnheer de Minister, vraag ik in het bijzonder uw aandacht voor de verdere spoedige afhandeling van de pensioendossiers. Ik weet dat uw voorgangers ter zake inspanningen hebben gedaan. Er werd een belangrijke vooruitgang geboekt in de tijdige afhandeling van pensioendossiers. Er blijven echter nog vele dossiers over van personen die maanden en soms jaren moeten wachten nadat zij de pensioenleeftijd hebben bereikt alvorens een definitieve beslissing inzake hun pensioen wordt genomen. In de eerste plaats gaat het om personen — de kleinste groep — in openbare dienst, en in de tweede

plaats om personen met een gemengde loopbaan, vooral dan wanneer eerst in openbare dienst en later in de privé-sector werd gewerkt en waar dus een overdracht van pensioenstortingen moet gebeuren. Zowel in het eerste als in het tweede geval zit de achterstand niet in de diensten van de pensioenen: noch in de administratie van de pensioenen, noch in de Rijksdienst voor werknemerspensioenen, noch in de diensten van de pensioenen voor zelfstandigen, maar in andere departementen. De twee voornaamste daarvan zijn het ministerie van Nationale Opvoeding en het ministerie van Landsverdediging.

De heer Lagae. — Ja.

De heer Vangeel. — Mijnheer de Minister, sinds jaren doe ik een beroep op de minister die de pensioenen onder zijn bevoegdheid heeft opdat er maatregelen tot coördinatie worden genomen.

De heer Lagae. — Zeer juist.

De heer Vangeel. — Ik wil de vinger op de wonde leggen en misschien zal ik u achteraf persoonlijk nog namen noemen. In het ministerie van Nationale Opvoeding bijvoorbeeld zou er slechts één personeelslid zijn dat al de dossiers moet behandelen. Dat is een onmogelijke toestand en dat is ook de oorzaak van de grote achterstand in bijvoorbeeld de Rijksdienst voor werknemerspensioenen. Deze dienst moet wachten op inlichtingen van de administratie van pensioenen, maar deze administratie is aangewezen op inlichtingen van andere departementen.

Mijnheer de Minister, ik vraag u een speciale inspanning te willen doen. Samen met andere collega's wellicht, wil ik met u ijveren opdat er zo spoedig mogelijk verbeteringen komen in die toestand. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

M. le Président. — La parole est à M. Sondag.

M. Sondag. — Monsieur le Président, Monsieur le Ministre, chers collègues, dans mon intervention, je m'en tiendrai essentiellement à rappeler la position du PSC en faveur de l'harmonisation des régimes de pensions et du relèvement des petites pensions, principalement dans le secteur privé et dans celui des travailleurs indépendants.

La révision des quelque 12 régimes principaux de pension et leur harmonisation doivent se réaliser dans la perspective d'une solidarité globale des travailleurs, en dehors de préoccupations sectorielles et avec la participation largement complémentaire de la communauté nationale, afin de compenser les déficiences naturelles ou structurelles de certains secteurs. C'est ainsi qu'il est indispensable de couvrir au plus tôt le déficit accumulé du régime des travailleurs indépendants, déficit qui atteindra 28 milliards en 1980 pour s'élever à 34 milliards en 1981, si aucune mesure n'est prise, comme vous l'avez vous-même déclaré à la Chambre des représentants, il y a quinze jours.

J'ose donc espérer, Monsieur le Ministre, que vous soutiendrez activement et efficacement votre collègue des Classes moyennes dans ses propositions d'assainissement du régime des travailleurs indépendants, sans accroître les charges des seuls actifs de ce secteur.

La révision et l'harmonisation des régimes de pension doivent aussi s'établir en tenant compte de la diminution des actifs par rapport aux pensionnés.

Cette observation vaut tout autant pour les pensions qui relèvent plus directement de votre compétence.

Les statistiques reprises au rapport de la Chambre sont alarmantes, comme le soulignait il y a quelques instants notre collègue, M. Vangeel.

La réforme doit évidemment garantir des montants minima de pensions pour l'ensemble des citoyens de notre pays, ces pensions minimales devant permettre à toute personne âgée de vivre décemment.

Les minima actuels sont nettement trop faibles, surtout dès qu'il s'agit de personnes qui ont travaillé et cotisé régulièrement pendant quarante ou quarante-cinq ans, voire davantage.

Le PSC s'est réjoui de l'accord gouvernemental qui prévoit l'amélioration prioritaire du sort des moins favorisés de notre société, la liaison des prestations sociales au bien-être et l'inscription de crédits à cet effet, notamment pour le relèvement du revenu garanti aux personnes âgées et pour le rattrapage des petites pensions. Ce rattrapage doit être assuré également aux travailleurs indépendants et cela dans les meilleurs délais.

Je profite d'ailleurs de cette occasion, Monsieur le Ministre, pour attirer votre attention sur deux questions particulières: tout d'abord, l'incidence négative de la péréquation cadastrale sur l'octroi du revenu garanti, ensuite la diminution nominale des pensions des travailleurs frontaliers, à la suite des dévaluations successives du franc français. A cet égard, même si la situation s'améliore, des compensations s'imposent, conformément à certaines conventions.

Ces questions ne sont pas toutes de votre compétence directe.

Mais je voulais profiter de ce débat pour solliciter votre soutien à la concrétisation rapide de ces priorités en faveur des plus démunis sans décourager l'ensemble des travailleurs. (*Applaudissements sur les bancs de la majorité.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan Mevr. De Loore.

Mevr. De Loore-Raeymaekers. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, mijn korte uiteenzetting heeft betrekking op een detailaangelegenheid waarvoor ik in het bijzonder de aandacht van de minister vraag.

Mijnheer de Minister, vele jaren geleden vernam ik uit een indiscretie van iemand die bij u op spreekuur was geweest, dat in uw wachtkamer de volgende spreuk aan de wand hing: «De ziel van het Vlaamse volk wil in het Vlaams zich uiten; hij die geen Vlaams verstaat, kent Vlaanderen slechts van buiten.» Het werd mij voor waarheid verteld.

Dit heeft mij toen derwijze getroffen dat ik die spreuk niet alleen in het geheugen heb bewaard, maar er de volgende conclusies heb uit getrokken: Herman De Croo gelooft in de kracht van de eigen taal; Herman De Croo is een filosoof; Herman De Croo is gevoelig voor woordkunst.

Mijnheer de Minister, omwille van dat laatste doe ik vandaag een beroep op de minister van Pensioenen De Croo ten voordele van de woord- en toonkunstenaars, de auteurs en de componisten.

De loontrekkenden of de zelfstandigen die aanspraak willen maken op een pensioen moeten, in principe, iedere activiteit staken. Binnen bepaalde grenzen echter is een bijkomende activiteit toelaten. Het koninklijk besluit van 15 december 1978 heeft die grenzen omschreven.

De inkomsten uit deze bijkomende activiteiten mogen een zeker bedrag niet overschrijden. Dit bedrag is gebonden aan het indexcijfer en bedroeg voor 1979, 7 870 frank per maand of 94 441 frank per jaar.

De wet van 5 januari 1976 in verband met de begrotingsvoorstellen 1975-1976 heeft de pensioenen van de openbare sector afgestemd op de pensioenen van de loontrekkenden.

Welke zijn de gevolgen van deze bepalingen voor de auteurs? Worden de rechten die zij ontvangen voor de exploitatie van hun werken beschouwd als inkomsten die onder de toepassing vallen van de hier-voor vermelde beperking?

Er dient een onderscheid te worden gemaakt. Ten eerste, de werken die bestonden op het ogenblik van de oppensioenstelling zijn het resultaat van een voorbijgaande activiteit; de rechten die er nog uit voortspruiten mogen dus niet worden beschouwd als de opbrengsten van een tegenwoordige activiteit en vallen dus niet onder de bedoelde beperking. Ten tweede, de werken daarentegen die tijdens het pensioen worden gecreëerd, zijn het resultaat van een voortgezette activiteit en de rechten die ze opbrengen worden in rekening gebracht voor de bepaling van het maximum toegelaten bedrag.

Vanaf de eerste dag van zijn pensioen moet de auteur dus zijn scheppende activiteit beperken, eventueel stopzetten; in ieder geval moet hij afzien van de exploitatie van zijn nieuwe werken. Deze wetgeving is duidelijk niet aangepast aan de toestand van de auteur.

Het doel van die wetgeving is namelijk de vrijwaring van de tewerkstelling. Door de beperking van de mogelijkheden tot de uitvoering van een bijkomende activiteit vergroot men de kans voor anderen om een hoofdbetrekking uit te oefenen.

Auteurs echter zijn geen onderling verwisselbare werkers. De creatie is per definitie persoonlijk, uniek. Een auteur neemt dus nooit de plaats in van een ander.

Ik moge er hier bovendien aan herinneren dat talrijke auteurs en componisten hun voornaamste werken hebben gecreëerd op gevorderde leeftijd. Gepensioneerde auteurs en componisten die, door de voortzetting van hun creatieve arbeid blijven bijdragen tot de verrijking van ons artistiek patrimonium, mogen niet worden ontmoedigd.

Een wijziging in de wetgeving waardoor de auteursrechten verwijderd worden uit het koninklijk besluit van 15 december 1978 blijkt dus volledig verantwoord.

Ik weet dat de toepassing van genoemd koninklijk besluit werd verdaagd tot 30 juni 1980, bij koninklijk besluit van 10 december 1979 voor de zelfstandigen en bij koninklijk besluit van 11 december 1979 voor de werknemers. Andermaal werd de toepassing uitgesteld tot 31 december 1980 bij koninklijk besluit van 30 mei 1980 wat de werknemers betreft. Maar wat is het lot van de zelfstandigen?

Het zou ons verheugen te vernemen dat voor de zelfstandigen een identieke beslissing als voor de werknemers eerstdaags van kracht wordt of reeds werd gepubliceerd.

Mijnheer de Minister, naar wat ik hier vandaag van specialisten ter zake uit de verschillende fracties heb gehoord, is dit een van de vele gevallen die kunnen gerekend worden bij het tekort aan coördinatie in het geheel van de pensioenaangelegenheden. Wij rekenen erop dat u speciale aandacht aan dit dringend probleem zult besteden. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Lagae.

De heer Lagae. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, in verband met deze zeer omvangrijke begroting die bovendien zeer sterk in de actualiteit staat door het sociaal overleg over de problemen van de financiering, wens ik enkele ideeën in het midden te brengen.

Men heeft in deze vergadering al meer dan eens breedvoeriger begrotingen behandeld die tienmaal kleiner waren dan de begroting van Pensioenen, zodat niemand het mij kwalijk zal nemen bij deze begroting even stil te staan.

Allereerst enkele woorden over de pensioenen van de overheidssector.

Een eerste probleem — de heer Delpérée heeft er al over gesproken — is het ontbreken van juiste gegevens over de totale bedragen die de pensioengerechtigden ontvangen. Ik ga daar nu niet over uitweiden, maar het staat vast dat bepaalde gepensioneerden meer dan één pensioen ontvangen, hetzij wegens activiteiten die na mekaar werden uitgeoefend, hetzij wegens activiteiten die gelijktijdig werden uitgeoefend. De controleur der belastingen krijgt de belastingfiches van al deze activiteiten, maar het bestuur van pensioenen kan deze gegevens niet verzamelen vandaar dan een onjuiste informatie met gevaar voor onjuiste beslissingen inzake vaststelling van de pensioenen.

Een tweede probleem is dat men, mijns inziens, onvoldoende berekeningen maakt — hier kom ik dicht bij de stelling die de heer Vangeel hier heeft ontwikkeld — nopens de evolutie van de pensioenlast in de toekomst.

Ik heb verleden jaar cijfers bekomen betreffende de pensioenlast van de overheidssector tot 1985, maar eigenlijk wenste ik cijfers te zien voor de periode na 1985. Het is duidelijk dat de pensioenlast in de sector van de overheid van een geheel andere orde wordt, wanneer er 840 000 personen in overheidsdienst zijn en wanneer de pensioenleeftijd zal aanbreken voor de lichten met sterke uitbreiding, dit wil zeggen, vanaf 1950 en vooral vanaf 1960.

Is het werkelijk ongepast, Mijnheer de Minister, te vragen dat men thans actuariële berekening zou maken nu men de pensioenstelsels uit de privé-sector noodgedwongen moet aanpassen?

Indien de regering werkelijk overtuigd is dat zij de middelen heeft en zal hebben om zelfs met een sterk aangegroeid aantal ambtenaren en personeelsleden de pensioenen te blijven uitbetalen tegen 66,5, 75 of 85 pct. van de wedde van de laatste jaren, dat zij ons dan de berekening voorlegge.

Mocht zij — wat ik vermoed — redenen hebben om te twijfelen, dan ware het beter dit ook aan het Parlement mede te delen om geen illusies te laten bestaan.

Een derde probleem in dit verband is het uitkammen van de hogere pensioenen en de cumulaties of, met andere woorden, het geheel van de anticrisiswet en van de maatregelen die de heer Wyninckx destijds in de wet van augustus 1978 heeft ingeschreven.

Hierbij meende ik het volgende te moeten signaleren. Indien er redenen zijn om in te grijpen in het geheel van deze pensioenregeling, dan mogen wij niet alleen kijken naar het bekende geval van het maximumpensioen van secretaris-generaal of daarmee gelijkgestelde, maar dienen wij eveneens oog te hebben voor de andere maatregelen welke in die wet zijn vervat.

Een eerste reden waarom in deze materie vooruitgang moet worden gemaakt, is niet zozeer de bekommernis om gelijkheid te bereiken — er zullen immers nog veel ongelijkheden overblijven — of omwille van een soort afgunstmoraal. Indien thans moet worden ingegrepen in het pensioenstatuut van de overheid, dan is het omdat dit nu éénmaal met de aangroei van het aantal personeelsleden en de omvang van de pensioenrechten niet houdbaar is met de essentiële

prioriteiten van het budget op dit ogenblik. De evolutie van de overheidsuitgaven laat dit nu eenmaal niet meer toe. En de zorg voor een grotere gelijkheid in de gegeven omstandigheden is gelukkig in ruime kringen doorgebroken. Het is goed dat zulks op dit ogenblik tot uiting komt.

Er werd hier heel wat gepleit voor het dichtert bij elkaar brengen van de pensioenstelsels. De maatregelen van augustus 1978 zijn hiervan een deel. Wij mogen echter niet uit het oog verliezen, wanneer wij werkelijk de harmonisatie willen, dat twee zaken moeten worden verzoend. Enerzijds onze zin voor financiële verantwoordelijkheid in de gegeven budgettaire toestand en anderzijds de eerbied voor degenen die hun actief leven hebben gesleten in directe overheidsdienst en het respect voor het statuut dat dit Parlement voor deze personen heeft ontworpen.

Het is dus niet zonder enige kiesheid dat wij ons op dit terrein moeten bewegen. Wij moeten weten een overgang te scheppen waar bij deze beide waarden in evenwicht worden gehouden. Men moet in ieder geval niet improviseren maar zoeken naar een stelsel dat dichtert ligt bij dat van de privé-sector. Dat wil zeggen dat men niet meer moet streven naar een emeritaat of naar het behoud van een hoge levensstandaard maar wel naar de zekerheid van een decent bestaan op een ogenblik dat men enerzijds de beroepsarbeid moet beëindigen maar anderzijds door persoonlijke verantwoordelijkheid en vooruitzicht de pensioenleeftijd heeft kunnen voorbereiden.

Een vaststelling is dat niet alle gepensioneerden bejaarden zijn en dat, gelukkig, ook niet alle bejaarden arm zijn.

Men moet niet alleen enkele hoge toppen afsnijden in het pensioenstelsel, men moet het ganse statuut van het overheidspersoneel herzien dat destijds meer werd berekend op het belonen van degenen die tot het einde toe in overheidsdienst bleven, dan op het scheppen van bestaanszekerheid voor de bejaarde, voor de weduwe of voor de wesen. Een voorbeeld in die zin is dat men vroeger het pensioenrecht verloor wanneer men vroegtijdig de overheidsdienst verliet. Een ander voorbeeld is het scheppen van zoveel uiteenlopende pensioenstatuten voor personen die tenslotte allen nagenoeg het zelfde werk hadden gedaan en die eigenlijk niet veel anders vroegen dan niet zonder inkomen te vallen op het ogenblik dat zij een gevorderde leeftijd zouden bereiken. Mijnheer Wyninckx, ik ben steeds bereid verder te spreken over de mogelijkheid om hierin een zekere eenvormigheid tot stand te brengen en ook enige doorzichtigheid.

Wij zouden nu deze inspanning ten gronde moeten doen ten einde de pensioenstelsels van overheid en bedrijfsleven op één noemer te brengen, aldus een grotere vereenvoudiging en een veel grotere gelijkheid tot stand te brengen en ook een belangrijke mistevredenheid weg te nemen. Dit zou ook een zekere mobiliteit in de hand kunnen werken, want het overgaan van het ene stelsel naar het andere wordt juist zo moeilijk door het grote verschil van pensioenstatuten.

Wij moeten ongetwijfeld behoedzaam handelen en in onze beslissingen vooral niet het tegenovergestelde doen van wat wij als bedoeling en als verantwoording aankondigen.

Wanneer wij met gepensioneerden spreken, dan horen wij dat er heel wat personen zijn die zeer veel begrip opbrengen voor de budgettaire toestand, maar die niet meer akkoord gaan wanneer zij merken dat men wel besparingen doet in de pensioensector maar helemaal niet bereid is deze te doen in andere sectoren of zelfs geen soberheid wil in acht nemen in diverse sectoren, waar nochtans geen prioriteiten kunnen worden ingeroepen. Wij vinden dat bepaalde pensioenen te hoog zijn. Goed. Wij spreken hier niet alleen over het pensioen van de secretarissen-generaal en gelijkgestelden. Anderzijds echter weigeren wij te raken aan situaties die niemand kan goedkeuren. Het ogenblik is ook niet gekomen om nieuwe liberaliteiten te zoeken, waardoor personen die getroffen worden door de crisiswet of die werkelijk lijden onder de crisis, zich nog meer vernederd zouden voelen. In eerste instantie moet iets worden gedaan voor de lage pensioenen en hierbij dan vooral voor de pensioenen van de zelfstandigen. Vooraleer nieuwe voordelen te bedenken, moeten wij de meest getroffen tegemoet komen.

Er is ten tweede ook de sector van de pensioenen van de loontrekkenden. Deze wordt op het ogenblik zeer druk besproken in het sociaal overleg. Men gaat eindelijk inzien dat de financiële basis van dit stelsel niet grondig werd overwogen. Wil men 60 of 75 pct. van het loon als pensioen waarborgen, dan heeft men meer nodig dan 14 pct. bijdragen op het loon. De cijfers bewijzen dit duidelijk. Wil men de levensduur en de welvaartsontwikkeling volgen — en hierover gaan wij allen akkoord —, wil men ook vervroegde pensioenen uitkeren, dan wordt het natuurlijk nog moeilijker. Indien het aantal actieven in de sector van de loontrekkenden daalt door de toenemende werkloosheid of door de belangrijke groei van de overheidsdiensten, dan zullen de tekorten in de sector van de pensioenen van de loontrekkenden nog groter worden. De daling van het aantal geboorten en de

langere levensduur dwingen ons ertoe ons verder te bezinnen over de sector van de pensioenen van de loontrekkenden.

Het is delicaat te wijzen op de stijgende lasten. Het is echter onverantwoord het probleem niet te willen zien. Het is verkeerd te denken dat het zou volstaan dat de werkloosheid vermindert om geen problemen meer te hebben. Het is even verkeerd te denken dat de Staat dit kan oplossen door zijn bijdragen te verhogen, want ook hier ontbreekt elke marge. Ik weet dat men dit niet graag hoort, maar men kan toch ook niet kwaad worden op de barometer wanneer het slecht weer is. De minister van Economische Zaken heeft dit zeer recent ook ondervonden.

Er is op het ogenblik een zeer merkwaardig gesprek aan de gang tussen de regering enerzijds en de sociale sector anderzijds. De Staat wijst er terecht op dat hij dringend geld nodig heeft en klopt hiervoor aan bij de sociale sector. De sociale sector heeft eveneens een grote behoefte aan geld en klopt hiervoor aan bij de overheid. Op die wijze kan dat gesprek natuurlijk nog lang duren.

Het optrekken van de loongrenzen lijkt hierbij geen oplossing voor het pensioen. Enerzijds betekent dit een ernstige minderontvangst voor de Staat en een nieuwe last voor het bedrijfsleven. Anderzijds gaat het hogere bijdrage op termijn ruimschoots verloren door het optrekken van de pensioenen en het verhogen van de dagvergoeding in geval van ziekte. Het is niet veel minder dan een tijdbom.

Men roept natuurlijk de solidariteit in die moet bestaan tussen alle loontrekkenden. Dat is juist, maar men vergeet dat er reeds een zeer groot stuk solidariteit zijn uitdrukking vindt in de belastingen en in de andere takken van de sociale zekerheid. Solidariteit is niet « méér betalen om een hoger pensioen te krijgen ». Solidariteit is meer betalen zonder hoger pensioen te krijgen.

Er zijn ten derde en tenslotte de pensioenen van de zelfstandigen. Zij verschillen zeer sterk van de andere pensioenen, daar zij zich fundamenteel beperken tot een zeer strak minimum. Niet omdat een zelfstandige ook niet zou waarderen een behoorlijk pensioen te bekommen. Of niet — wat ik al te dikwijls hoor — omdat de bejaarde zelfstandigen zo welstellend zijn dat zij het pensioen in feite kunnen missen. Deze zienswijze heb ik zelfs geschreven gezien in een overigens eerbiedwaardig maandblad. Ze wordt echter tegengesproken door de feiten.

Indien men voor alle pensioenen het onderzoek naar het vermogen zou invoeren zoals dit vele jaren bestond voor zelfstandigen, dan zou men een objectieve kijk hebben op de zaken en zou heel wat vooringenomenheid wegvallen. Dat wil niet zeggen dat iemand eraan denkt dit onderzoek terug in te voeren.

Ik zou in elk geval enige waardering willen vragen voor het sociaal statuut van de zelfstandigen en voor het pensioen in het bijzonder, omdat dit een statuut is dat aan de overheid en het bedrijfsleven merkkelijk minder kost, zowel in kinderbijslag, ziekteverzekering als pensioen, omdat men zich tot het minimum beperkt.

Er is natuurlijk de desastreuze financiële toestand van het pensioen van de zelfstandigen. De oorzaken kennen wij:

Ten eerste, het stelsel is begonnen zonder enige reserve of kapitalisatie.

Ten tweede, van meetaf heeft men een negatieve ontwikkeling van het aantal zelfstandigen gekend, zodat het aantal gepensioneerden tegenover het aantal actieven merkkelijk hoger lag dan bij de andere pensioenstelsels, die op een bepaald ogenblik stijging van actieven hebben gekend. Dit laatste is de kern van de zaak. Indien er een ernstige overheidstegemoetkoming is, dan is het juist om de overlast van het percentage gepensioneerden op te vangen. Men kan aan de actieve zelfstandigen alleen het pensioen niet doen dragen van alle bejaarde zelfstandigen wier kinderen in de overheidsdienst of in de private sector werknemer zijn geworden en daar hun bijdrage betalen, en die dus niet voor hun eigen ouders maar voor de ouders van anderen betalen. Daar het pensioen van de zelfstandige veruit het kleinste pensioen is, binnenkort lager dan het gewaarborgd inkomen voor bejaarden, is de belangrijke tegemoetkoming van de Staat, nog laag in absolute cijfers per hoofd in vergelijking met zijn tussenkomst in andere sectoren.

Mag ik even verwijzen naar een advies in dit verband van de Nationale Arbeidsraad? De Nationale Arbeidsraad had opgemerkt dat de procentuele bijdrage van de overheid voor de zelfstandigen merkkelijk hoger lag dan die voor de werknemers.

Op een volgende vergadering heeft men daar gelukkig de absolute cijfers per hoofd bijgevoegd. Dan wordt de relatie natuurlijk juist omgekeerd.

Een derde oorzaak van het tekort bestaat erin dat wij veel te lang hebben gewacht om in te grijpen in deze sector. Hier, zoals in andere sectoren, bestaat het grote gevaar dat de toestand onoplosbaar wordt wanneer men niet tijdig ingrijpt.

En de oplossing? Deze materie behoort voor een groot deel tot de begroting van de Middenstand. Het probleem zal opnieuw worden besproken in verband met de begrotingswet. Ik vrees dat de oplossing, wat ook onze wensen zijn, niet zal liggen in het verhogen van de pensioenen, noch in het verruimen van de toekenningsvoorwaarden, maar eerder in het opvoeren van de middelen en in het relatief beperkt houden van de voordelen.

Ik heb op een bepaald moment hier horen spreken over 1 000 frank per gepensioneerde per jaar. In de sector van de zelfstandigen betekent dat 42,5 miljoen in een stelsel dat een tekort heeft van een kleine 28 miljard. Dat is natuurlijk een eigenaardige vaststelling.

In een lange en diepe crisis zoals deze, zal er geen andere oplossing zijn, wil men de bedrijven niet ten gronde richten.

Ziedaar, Mijnheer de Minister, enkele beschouwingen over de pensioenen; zij zullen opnieuw te berde komen bij de behandelingen van de begrotingswet. De regering en uzelf zijt nog eerder aan het begin van de inspanningen om het pensioendossier een passende oplossing te geven. Ik druk de wens uit dat het Parlement voluit de gelegenheid moge hebben aan deze oplossing mede te werken. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Van Herreweghe.

De heer Van Herreweghe. — Mijnheer de Voorzitter, Mijnheer de Minister, geachte collega's, aangezien ik achteraan kom in de rij van de sprekers zal het u niet verwonderen als ik in herhaling val. Daarvoor vooraf mijn verontschuldiging.

Ik verontschuldig mij ook bij mijn collega's, omdat ik misschien vragen zal herhalen die reeds werden gesteld aan de minister van Sociale Voorzorg bij de behandeling van zijn begroting maar waarvoor wij ons noodgedwongen, gelet op de verdeling van de bevoegdheden, moesten richten tot de minister van Pensioenen.

De beschouwingen die de jongste tijd in de pers verschenen zijn in verband met de kritieke financiële toestand van de werknemerspensioenen hebben bij heel wat oudere mensen twijfels doen ontstaan en deinig verwekt bij de voorlopig nog actieve werknemers, die zorg hebben over hun toekomst.

Nochtans ben ik van mening dat, als er een bevolkingsgroep is die prioriteit verdient, het wel die mensen zijn, dank zij wier noeste arbeid in het verleden de actuele levensomstandigheden gunstiger zijn ontpleet.

De financiële toestand van de pensioenregeling voor werknemers verslechtert echter zienderogen en dit omdat er een fundamenteel verschil is tussen de reële groei van de uitgaven aan pensioenen, die 8,2 pct. belooft, en het stijgingspercentage van de sociale zekerheidsinkomsten dat, wegens de verslechtering van de economische toestand, slechts 1,6 pct. belooft en omdat op de rijkstoelagen sedert 1979 een nulgroei wordt toegepast.

Als de regering de door haar sedert 1979 gevolgde begrotingspolitiek voortzet, waarbij zowel door beperking van haar kredieten (op de artikelen 42.01 tot 42.10) als door de tenlastelegging van uitgaven die normaal niet aan de werknemerspensioenen toekomen (ik denk aan de bijzondere brugpensioenen, de rijksbijdragen, en de werkingskosten van het gewaarborgd inkomen), als de regering die politiek voortzet, zal de kas leeg zijn medio 1981.

Ik meen derhalve dat, dringend, in samenspraak met de sociale partners en met de beheersinstanties, die voor de sector verantwoordelijkheid dragen, naar middelen moet worden gezocht om tot een nieuw evenwicht te komen.

De beheersinstanties van de Rijksdienst voor Werknemerspensioenen hebben reeds dikwijls en sedert ettelijke jaren hun bezorgdheid geuit en hebben bij de verantwoordelijken voor het beleid aangedrongen op overleg ter zake. Dit overleg zou — ik dank u daarvoor, Mijnheer de Minister — in de eerstkomende dagen op gang komen.

Het evenwicht waarvan sprake kan echter niet hersteld worden door in te werken op de uitgaven aan pensioenen alleen, want die zijn op korte termijn zo goed als onsamendrukbaar. Het gaat immers om lange termijnprestaties waarvan de omvang vastligt en niemand zal er zelfs maar durven aan denken te raken aan de thans uitgekeerde sociale pensioenen, omdat het bedrag van de huidige sociale pensioenen alleszins geen overdreven niveau bereikt en de te verwachten stijging ervan, welke uit de interne dynamiek van de wetgeving voortvloeit, slechts zeer traag verloopt. Het enige wat men langs de uitgavenzijde zou kunnen doen is de beperking van alle overtrokken cumulaties van vervangingsinkomens, daarin begrepen de cumulaties met de staatspensioenen. Tevens vraag ik mij af of het nog aangewezen is de vervroegde pensionering in dezelfde mate te blijven stimuleren. Maar men moet daarvan geen miljardenbesparing verwachten, dit kan hooguit enkele miljoenen opbrengen.

Het financieel evenwicht zal dus vooral langs de inkomstenzijde moeten nagestreefd worden, zowel op de inkomsten aan bijdragen als op de rijkstoelagen.

Wat de bijdragen betreft, zou, op korte termijn, de verhoging van het plafond voor de pensioenbijdragen der bedienden enig soelaas bieden. Deze maatregel is trouwens ook sociaal verantwoord, omdat de pensioenen der bedienden een achterstand op deze der arbeiders dreigen op te lopen.

Maar bovendien lijkt een verhoging der pensioenbijdrage, door een interne aanpassing binnen de verschillende sociale-zekerheidssectoren, onafwendbaar te zullen zijn.

Tevens zal de inspanning van het Rijk moeten worden opgedreven. Hier zullen, vooreerst in de context van de sociale zekerheid, prioriteiten moeten worden vastgelegd. Maar bovendien zullen wij, gesteld tegenover de beperktheid der openbare middelen, ook op algemeen vlak bepaalde opties moeten lichten waarbij aan de gepensioneerden een rechtmatige voorrang moet worden verleend.

Het verwondert mij derhalve dat de begrotingskredieten ten voordele van de werknemerspensioenen in 1980 nog maar eens verminderd worden (onder meer ten voordele van de ziekteverzekering) dan wanneer de pensioenregeling der werknemers evenzeer fundamenteel ziek is, zoniet nog zorgwekkender geworden is.

Ik pleit dan ook, en ik vertrouw erop dat de meeste onder u het met mij eens zullen zijn, voor een nieuwe aanpak waarbij aan de gewettigde eisen van de gepensioneerden wordt tegemoet gekomen door het ter beschikking stellen aan de Rijksdienst voor werknemerspensioenen van de geldmiddelen die nodig zijn om zijn sociale taak verder naar behoren te vervullen.

Al wil ik hier geen paniek zaaien, mijn verantwoordelijkheidszinnig dwingt er mij toe sterk aan te dringen dat men zo spoedig mogelijk de beslissingen zou treffen die onontbeerlijk zijn want een staking der betalingen zou een ramp zijn voor honderdduizenden mensen met een reeds zo bescheiden inkomen.

Maar benevens de geldmiddelen moeten wij ook denken aan de behandeling van de pensioenaanvragen en aangezien meermaals de bedoeling bevestigd werd om het gewaarborgd inkomen op een hoger niveau te brengen dan het pensioen der zelfstandigen, waar ik trouwens volledig achter sta, want het gaat hier om een maatregel ten voordele van de minstbesteden, moet men ook consequent zijn en aan de Rijksdienst voor werknemerspensioenen het personeel ter beschikking stellen om die massa nieuwe aanvragen (sommigen spreken van 100 000) op een redelijke termijn te kunnen verwerken.

Ik vraag dan ook dat omtrent het kaderontwerp dat nu reeds meer dan twee jaar van de ene administratie naar de andere sukkelt, uiteindelijk eens een beslissing zou worden getroffen.

De Rijksdienst voor werknemerspensioenen is wellicht de enige parastatale die, niettegenstaande een belangrijke aangroei van het werk; — denk maar aan de overname van het gewaarborgd inkomen, de regularisaties en de toegenomen moeilijkheden bij de behandeling van de pensioendossiers — nog steeds hetzelfde personeelskader heeft als 12 jaar geleden.

Dit kader is zelfs niet volzet. Een groot aantal tewerkgesteld werkløzen werd ingezet. Deze verrichten zeer efficiënt werk, maar ze kunnen niet definitief worden aangeworven omdat het kaderontwerp nog niet werd goedgekeurd.

Eveneens in verband met de afhandeling der aanvragen en dan in het bijzonder voor de uitwisseling van gegevens tussen de openbare besturen en de sociale pensioendienst, moeten wij vaststellen dat het hinderlijk is dat de pensioenaanvragen in de openbare besturen slechts zes maanden op voorhand mogen worden ingediend terwijl die termijn twaalf maanden belooft in de sociale pensioenen.

Hier zou een harmonisatie de afwikkeling van de pensioengevallen zeker ten goede komen.

In dezelfde gedachtengang lijkt een hervorming van de wet van 5 augustus 1968 tot instelling van een zeker verband tussen de pensioenregelingen van de overheidssector en van de privé-sector een noodzakelijkheid. Deze wet, waarvan de interne samenhang de behoeften aan logische redenering bevedigt, geeft in de praktijk aanleiding tot moeizame en langdurige uitwisseling van gegevens en tot een overdracht van fondsen die zoals ik uw collega van Sociale Voorzorg deed opmerken, vooral broekzak-vestzak operaties zijn. De instelling van een partieel pensioen in de openbare sector zou mijns inziens een eenvoudiger formule uitmaken, en bovendien de arbeidsmobiliteit bevorderen.

Bovendien kan eveneens worden gedacht aan een gemeenschappelijk uitkeringsorganisme voor alle pensioenen. Dit zou de harmonisatie en de toenadering van de stelsels zeker ten goede komen.

Ik wens anderzijds ook aan te dringen op de uitbreiding van het paritair beheer; de enige belangrijke instelling die daarvan verstoken blijft is de RROP. De invoering van het paritair beheer in de Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen is mijns inziens onontbeerlijk voor een meer verantwoordelijk en verantwoord beleid, waarbij dan bovendien ook de inspraak van de betrokken gepensioneerden zelf, langs hun organisaties om, tot haar recht zou kunnen komen.

Tot slot zou ik willen beklemtonen dat het onze dwingende plicht is, elk op zijn plaats, de nodige maatregelen te nemen om de toekomst van al deze pensioenregelingen, maar vooral deze voor de zo verdienstelijke gemeenschap van werknemers, veilig te stellen. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan minister De Croo.

De heer De Croo, Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en van Pensioenen. — Mijnheer de Voorzitter, Dames en Heren, het verheugt mij dat ik na enkele jaren afwezigheid opnieuw in deze Hoge Vergadering het woord mag voeren. Inderdaad — sommigen hebben daarop allusie gemaakt — het is zes jaar geleden dat ik ongeveer op hetzelfde tijdstip als minister van Nationale Opvoeding voor de eerste maal de Senaat als minister mocht toespreken. Ik heb vastgesteld dat er bij Nationale Opvoeding nog problemen overblijven. Eén van uw collega's heeft de vinger gelegd op een van de daar bestaande wonden, namelijk de laattijdigheid in het doorgeven van gegevens die noodzakelijk zijn voor de afhandeling van pensioendossiers.

Mijnheer de Voorzitter, sta me toe allereerst de collega's te danken voor hun uiteenzetting die ik met bijzondere aandacht heb gevolgd en die ik, mijn oude gewoonte getrouw, in vele bladzijden heb neergepend.

Ik beken ootmoedig dat ik uit de negen opeenvolgende uiteenzettingen veel dingen heb bijgeleerd. Ik heb de kennis van de senatoren geapprecieerd, de ordentelijke wijze waarop ze deze naar voren hebben gebracht, de goede raad en soms de dankbetuigingen die ze mij hebben willen toesturen.

Monsieur Delpérée, vous avez eu l'amabilité de me dire que vous me faisiez crédit et qu'au départ un nouveau ministre qui a le bénéfice de l'innocence, du moins dans ce domaine, peut compter sur la compréhension du Sénat.

Comme beaucoup de vos collègues, vous avez insisté non seulement sur le financement des régimes de pensions, ce qui a beaucoup préoccupé la Haute Assemblée, mais également sur les perspectives devant lesquelles nous nous trouvons, les discriminations que nous connaissons et les nombreux problèmes qu'elles entraînent. Vous avez traité de certains points précis et, avec votre expérience professionnelle, vous nous avez donné d'excellents conseils.

Vous avez terminé votre intervention en précisant que vous ne voteriez pas le budget. Le contraire m'aurait quelque peu surpris, ainsi que vos collègues du Sénat, vraisemblablement. Toutefois, les arguments que vous invoquez m'étonnent. En effet, vous critiquez tout d'abord le retard avec lequel ce budget important est traité.

Je vous rétorquerai qu'hélas, ce n'est pas la première fois que pareille chose se produit. Je puis toutefois promettre au Sénat — promesse peut-être téméraire — que, lorsque le budget sera élaboré sous mon entière responsabilité, je le déposerai en temps opportun, laissant aux assemblées le soin de le traiter au mieux de leurs convenances. Vous savez déjà que le budget de 1981 sera déposé en premier lieu devant le Sénat.

Vous invoquez ensuite les observations formulées par la Cour des comptes. Vous aurez remarqué, Monsieur Delpérée, que je les ai fait annexer au rapport de M. Busquin et que, prudemment, j'ai décidé de faire étudier par les différents services les réponses à y donner.

Enfin, vous avez déclaré que vous n'aimiez pas la lenteur avec laquelle s'effectue l'harmonisation des régimes de pensions.

Je tiens à préciser que j'apprécie beaucoup le travail entrepris en matière d'harmonisation par mon excellent collègue et ami M. Wyninckx, lorsqu'il avait la charge du département.

Beaucoup se sont réjouis d'avoir reçu le rapport de M. Fontaine et de ses collaborateurs, notamment trois sénateurs et trois députés, rapport à l'élaboration duquel ils ont travaillé plusieurs années.

Divers intervenants ont insisté, à juste titre, sur l'harmonisation indispensable. Je dois cependant attirer leur attention sur le fait que cette harmonisation des régimes de pensions ne constituera pas un remède miracle aux problèmes avec lesquels nous sommes confrontés.

Harmoniser vers le haut est totalement impossible. Harmoniser ne peut donc avoir qu'une seule signification: ceux qui ont trop, selon certains, toucheront des pensions moins élevées et ceux qui ont trop peu recevront des pensions plus élevées.

Après avoir pesé vos trois arguments, Monsieur Delpérée, il me semble que, si j'étais vous, je voterais tout de même le budget des Pensions.

Collega Wyninckx, ik dank u omdat u vanop deze tribune hebt willen verwijzen naar sommige banden die ons verenigen, naar sommige plaatsen waar wij samen een aantal zaken hebben verwezenlijkt, en voor de welwillendheid die u hebt betoond omdat de houding van onze oppositie van vroeger niet in strijd is met die van de meerderheid van vandaag.

U zult zich inderdaad herinneren dat bij de bespreking van uw nogal beroemd geraakt ontwerp van wet, die de wet van 5 augustus 1978 is geworden, op een bepaald ogenblik de oppositie, waarvoor ik toen verantwoordelijk was in de Kamer, *expressis verbis* één van de artikelen van uw ontwerp van wet heeft geïsoleerd om het te kunnen goedkeuren. Het was een zeer eigenaardige werkwijze, maar dit maakt het mij vandaag mogelijk de Senaat met een grote openheid van geest toe te spreken. Mijn verleden, althans op dat punt, is geen handicap.

Collega Wyninckx, u hebt een aantal belangwekkende verklaringen gedaan. Zoals de heer Delpérée en andere collega's hebt u gewezen op het vitaal belang van wat wij nu bespreken.

Indien wij de elementen van een andere aangelegenheid, die de Senaat tot diep in de ochtend boeit, vergelijken met wat hier nu wordt besproken, kan ik niet met zekerheid zeggen wat in de toekomst als het belangrijkste zal beschouwd worden.

U hebt ook gezegd dat vandaag bijna 300 miljard transfertgeld wordt overgemaakt aan de gepensioneerden. Niemand weet juist hoeveel gepensioneerden er zijn, wat zeer eigenaardig is, indien men rekening houdt met het statistisch apparaat van de Staat. Maar het zullen er toch wel honderdduizenden zijn die voor dat transfertgeld in aanmerking komen.

De heer De Rore. — Er zou slechts één betalingsorganisme moeten zijn.

De heer De Croo, Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en van Pensioenen. — Dit idee is mij niet ontgaan.

Er werd ook de nadruk gelegd op de financiële moeilijkheden die de regering heeft. Uw idee om de pensioenen te perekwateren, in de lijn van een verhoging van het gemiddeld inkomen — u hebt gesproken over drie en twee procent — is helaas niet verwezenlijkt. U kent de middelen waarover wij beschikken. Wij hebben 1 miljard 500 miljoen ter beschikking gekregen, bij 1 miljard 60 miljoen en 1 miljard voor een verhoging van de kleine pensioenen. Die bedragen maken het niet mogelijk dat wij, door aanpassingen, door welvaartsbindingen zouden komen tot het bereiken van de twee procent waarover u hebt gesproken.

Indien het juist is dat er hier en daar eventueel kleine saldi zouden overblijven, moet ik u bekennen dat wat u hebt gevraagd *hic et nunc* budgettair moeilijk en bijna onmogelijk lijkt.

Wat het nationaal pensioen betreft, uit het verslag van de Kamer kunt u opmaken dat ik in de commissie heb verklaard dat niet in slogans mag worden geredeneerd. De toekenning van een nationaal pensioen aan om het even wie mag geen improvisatiewerk zijn en mag zeker niet worden beschouwd als het summum van een harmonisatie van de verschillende pensioenstelsels, in zover natuurlijk zulke harmonisatie in dit land met zijn grote verscheidenheid, mogelijk is.

Het essentiële van uw betoog, collega Wyninckx, betrof de verschillende beschouwingen omtrent de begrotingswet die de Kamer deze week bespreekt en welke nadien voor de Senaat zal komen. Het gaat om hoofdstuk XIII van de nieuwe budgettaire wet in verband met de uitvoering van de wetgeving die u bijzonder goed bekend is.

Ik moet de collega's die mij hieromtrent vragen hebben gesteld, zeer openhartig zeggen wat volgens mij de bedoelingen waren bij het opstellen van de nieuwe teksten.

Allereerst wordt het dubbel plafond gerespecteerd, namelijk de drie kwart van de laatste wedde en de drie kwart van de wedde van secretaris-generaal. Er is geen enkele discussie of aarzeling over het respecteren van deze dubbele plafonnering.

Ten tweede is er een probleem — ik was daar erg mee verveeld — in verband met de termijn van 1 januari 1983 die uzelf, Mijnheer Wyninckx, hier in de Senaat had vooropgesteld, als zijnde de vier jaar en de vijf periodes onontbeerlijk om vanaf 1 januari 1979 tot de plafonnering te komen. Er is maar een koninklijk besluit waarbij een uitzondering wordt gemaakt, namelijk voor sommige leden van het luchtvaartpersoneel verschenen.

Er was echter weinig concreets tot stand gekomen. U hebt mij daarstraks teksten gegeven die ik voor de eerste maal onder ogen

kreeg. De voorbereidende werkzaamheden voor de opstelling van een wetontwerp door de heer Califice, waren mij vóór een paar uur totaal onbekend. Ik heb een zelfde regeling toegepast maar kom tot een iets kortere periode. U hadt de periode op vier jaar en zes maand bepaald. Wij zullen in de wet een periode van vier jaar en drie maand inschrijven als wij kunnen beginnen op 1 oktober 1980.

Ik kom nu tot uw belangrijkste vraag. U wenst te vernemen of er op 1 januari 1985 — *terminus ad quem* — de in de wet voorgestelde procedure zal worden toegepast of dat er nog de laatste week, de laatste dag of zelfs het laatste uur, een overbruggingsperiode zal worden ingevoerd.

De inhoud van de bepalingen die wij hebben voorgesteld is tweevoudig en dat ontgaat soms aan de aandacht van hen die er een bijzondere belangstelling moeten aan schenken.

Voor degenen die lichtjes de twee plafonds overschrijden, wordt het systeem van de niet-indexering, toegepast. Als wij, bijvoorbeeld, een inflatie zouden hebben van 6 pct. per jaar — ik wil niet de profeet spelen of ik heb evenmin de bevoegdheid om ter zake juiste cijfers te geven — zou na vijf jaar ongeveer 30 pct. aan het pensioenbedrag zijn toegevoegd. Zoals u weet stijgen de plafonds met de indexering. Degenen die nu met hun pensioen boven het plafond uitstijgen, zouden er over een paar jaar onder komen.

Er is een tweede systeem, en dat is veel belangrijker. Er worden aan het Parlement quasi-volmachten gevraagd. Ik ben zeer voorzichtig met mijn formulering. Bij koninklijk besluit zou het mogelijk worden dat nog andere pensioenbeperkende maatregelen kunnen worden genomen. Die maatregelen zullen niet van kracht worden vanaf 31 december 1984, maar moeten vooraf, geleidelijk en in bijkomende orde — en voor de hoge pensioenen in hoofddorde — worden toegepast. Dat zijn enkele van de moeilijkheden waarmee wij werden geconfronteerd. De emeritaten van de magistratuur — een definitie ter zake voor de magistratuur is moeilijk, zoals u wet — hebben Kamer en Senaat ertoe genoopt, artikel 100 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren. Er was daar een hinderpaal, anders zou men artikel 100 van de Grondwet niet voor herziening vatbaar hebben verklaard.

Voorts was er de volgende moeilijkheid: indien men één categorie van gepensioneerden zou uitsluiten — als dit woord mag worden gebruikt voor hen die vandaag het emeritaat genieten — en men zou alleen maar naar de andere categorieën overgaan, zou er een zekere onrechtvaardigheid ontstaan die het gevoel zou versterken bij de getroffen personen die dit slechts zouden kunnen aanvaarden indien iedereen terzelfder tijd zou worden geraakt.

Het systeem dat wij voorstellen is, dat vanaf 1 oktober 1980 iedereen « getroffen » wordt door het niet langer indexeren. Ik heb reeds aan mijn collega van Justitie de unanieme wens, die ook de mijne is, van de commissie van de Kamer van volksvertegenwoordigers opgemaakt om zodra mogelijk en in de zin die wij allen kennen, artikel 100 van de Grondwet voor herziening vatbaar te verklaren, wat dan de regering zou toelaten dit, met de bedoelde tweede methode, de koninklijke besluiten te staven.

Ik heb u met een zeer kort woord van slechts twee lettertekens « ja » geantwoord op uw vraag of ik de verbintenissen aanga dat op 1 januari 1985 deze dubbele plafonnering moet bereikt zijn. Dit, uiteraard in de termen van de wet. Daarom staat in het betrokken artikel het woord « integraal ». Dat woord staat daar niet *ad pompam et ostentationem*. Het staat daar om deze beperking integraal te realiseren.

Dat dit moeilijk zal zijn weet ik en dat weet ook de Senaat. De veelvuldige bezoeken die ik krijg — niet de stoeten van de heer Baudson in de Kamer van volksvertegenwoordigers — en de veelvuldige soms juridisch knap gefundeerde en goed uitgewerkte argumenten ter zake die ik te lezen krijg, maken soms indruk op de jurist die ik van tijd tot tijd nog moet zijn. Maar de wil van Kamer en Senaat en de overeenkomst van deze regering laten geen twijfel bestaan. Het kleine zinnetje in het regeerakkoord zegt « alle » pensioenen, dus ook het emeritaat *expressis verbis* bedoelend in de geest van de wet van 5 augustus 1978.

Het is de taak van degenen die verantwoordelijkheid hebben aanvaard, dit correct en naar best vermogen uit te voeren. Het is ook de taak van hen die de uitvoerende macht moeten controleren dit nauwkeurig te volgen, ofwel door middel van interpellaties, ofwel via mondelinge vragen of zelfs door te weigeren de begroting van de bedoelde minister aan te nemen. Ik kan u geen nauwkeuriger en preciezer verzekering geven dan deze woorden die ik, gewikt en gewogen, in de Senaat uitspreek.

Collega Peeters, ik kende u niet en heb u voor de eerste maal aan gehoord hier in de Senaat. Ik heb met bijzondere aandacht nota genomen van de ontleding die u hebt gemaakt van de drie hoofdstelsels

die zich in de veelvuldige detailsystemen van onze pensioenwetgeving voordoen: dat van de openbare pensioenen, dat van de pensioenen van de werknemers en dat van de pensioenen der zelfstandigen. Uw analyse heeft mij geboeid omdat u op systematische wijze hebt aange toond hoe grondig de verschillen zijn, niet alleen in de bedragen, maar ook in de wijze waarop deze worden berekend. Voor de ene geldt de laatste vijf jaar van de loopbaan, voor de andere de gemiddelde loopbaan, de forfaitaire bedragen, Mijnheer Lagae, voor de zelfstandigen, u hebt dit alles ordelijk geformuleerd soms met enkele tegenstrijdigheden die ons treffen.

Heb ik u verkeerd begrepen wanneer ik als ondertoon gemeend heb te verstaan dat u vindt dat men voor sommige categorieën van gepensioneerden een iets te begunstigend mechanisme aan het uitwerken is en voor andere categorieën een iets te ongunstig mechanisme? Ik zie aan uw instemmend hoofdgebaar dat u met mij ter zake akkoord gaat.

Collega Peeters, ik dank u voor uw goede woorden en ik hoop naar mijn beste vermogen met bekwame senatoren, zoals diegenen die ik in de commissie en vandaag in deze vergadering heb gehoord, nuttig werk te kunnen verrichten. Ik hoop eveneens dat uw fractie te gepasten tijde haar verantwoordelijkheid zal op zich nemen.

Collega De Clercq, een beleidsnota lijkt mij inderdaad onontbeerlijk. Het zou echter van mijnentwege hoogmoedig zijn geweest indien ik zo'n beleidsnota hier vandaag of een paar dagen geleden in de Kamer had voorgebracht. Ministers zijn geen mirakelmensen. Een kwartier voor hun aanwijzing weten zij zelden welke bevoegdheid hun zal worden toespeeld. Twee dagen na hun benoeming moeten zij reeds de volmaakte kennis hebben van het dossier dat hun werd toevertrouwd. Ik wist misschien wel meer dan een kwartier tevoren welke bevoegdheid mij zou worden toebedeeld, maar drie dagen daarna ben ik onbekwaam het geheel van mijn zo omvangrijke domein volledig te kennen. In de grond hebt u echter gelijk. Er moet zo'n beleidsnota komen. Men moet de vooruitzichten kennen en weten in welke richting wij willen gaan. U hebt een paar zeer interessante ideeën geformuleerd: de eenheidsbegroting, een aantal tegenstrijdigheden in de pensioensector en een aantal technieken. Toen u het concubinaat van de ouderlingen aanklaagde, werd u onderbroken door de voorzitter van de commissie die zegde dat men toch de aanpassingsvergoeding had ingevoerd als aanmoediging tot regularisatie van sommige situaties. Het is juist dat er in de wetgeving op de kinderbijslag van 1951 en in de wet op het bestaansminimum van 7 augustus 1974 technieken werden gevonden en beproefd om sommige situaties te vermijden. Het zou dan toch ongelukkig zijn indien men, op het ogenblik dat men door de decumulatie van de belastingen het concubinaat ontmoedigt, sommige, zij het soms kleine, misbruiken, door diegenen die als alleenstaande een pensioen genieten dat zij niet zouden hebben genoten indien zij een gezin hadden gevormd, niet onder controle zou kunnen houden.

U hebt ook de inspanningen tot het optrekken van de welvaartsbindingen aangetoond. Ik weet, collega Wyninckx, dat er in 1979 geen ruimte over was om deze inspanningen verder te zetten. Maar, Mijnheer De Clercq, zoals u het zegde, het algemeen welzijn moet prioritair worden gesteld.

Mijnheer Vangeel, ik vermoed dat u een specialist inzake pensioenen bent. Ik heb met bijzonder veel aandacht naar u geluisterd toen u gisteren in de commissie als verslaggever enkele zeer pertinente opmerkingen hebt gemaakt en hier vandaag een lange reeks van zeer interessante gegevens hebt verstrekt.

Ik wil even onheus zijn en bekennen dat ik geen toelating aan de regering heb gevraagd om het verslag-Fontaine mede te delen. Het is echter goed dat het document aanwezig is. Op de voorbladzijde van dit document hebben wij met een klein stempeltje duidelijk gemaakt dat het in feite om een werkdokument gaat, met beschouwingen die soms zijn achterhaald. Het document maakt het echter mogelijk goed af te wegen dat, terwijl er belangrijke harmonisatiemaatregelen worden vermeld, er hier en daar ook belangrijke « voorzichtigheidspunten » zijn in geplaatst, die de volksvertegenwoordigers en de senatoren, indien de politieke wil van de regering in die richting gaat, zullen kunnen opheffen.

De heer Vangeel had het ook over een aantal maatregelen die mijn voorganger, de heer Wyninckx, genomen heeft.

Ik wil even stilstaan bij de reële inspanningen ten gunste van de minst gegoeden die ondanks de economische crisis en ondanks de moeilijkheden, toch door deze regering worden geleverd. Ik herhaal zeer kort: één miljard, zestig miljoen; één miljard voor de kleine pensioenen, één miljard vijf honderd miljoen voor welvaartsbindingen.

De gelijkschakeling van het pensioen voor alleenstaande vrouwen met dit van alleenstaande mannen, die vroeger op vijf jaar werd geprogrammeerd, is in één jaar voor de helft verwezenlijkt. Mijnheer Vangeel, u hebt dit geapprecieerd en ik dank u ervoor. Als de teksten

ter zake aan de Senaat worden voorgelegd, zal men trachten bij koninklijk besluit het overblijvende verschil zo vlug mogelijk te overbruggen.

Het gaat om ongeveer negentienduizend gevallen van pensioenen van alleenstaanden waarbij nochtans nagenoeg achtduizend gevallen voorkomen van gehuwde vrouwen die een pensioen van alleenstaande ontvangen.

Het verheugt mij dat de eigenaardige tabel die nog maar zelden werd gepubliceerd, aan het kamerverslag over deze begroting werd toegevoegd.

Ik kan niet voldoende de aandacht van de Senaat vestigen op de tabel die *in fine* van het verslag van de heer Busquin is gepubliceerd. Deze tabel is niet alleen revelerend omdat de bedragen in Kamer en Senaat nog niet werden meegedeeld, maar ook omdat men voor een aantal andere stelsels onderlinge vergelijkingen kan maken. Dat ligt dan in de lijn van wat de heer Peeters en anderen hebben gezegd. Als men de hoeveelheid gepensioneerden vergelijkt met de desbetreffende bedragen, dan ziet men zeer eigenaardige dingen. Mijnheer Vangeel, u hebt deze eigenaardigheden onderstreept.

De heren Van Herreweghe en Vangeel hebben ook gepleit voor de onontbeerlijke vereenvoudiging en de vermenselijking van het stelsel. Uit ervaring weten wij, senatoren, kamerleden en politici via ons dienstbetoon of via het beleid op het gemeentelijk vlak — want wij zijn zowat de ombudsman of -vrouw van een streek — hoelang het duurt vooraleer de verzameling van de inlichtingen kan worden verwerkt. Wij beseffen ook dat het zeer frustrerend werkt en onaanvaardbaar lijkt wanneer *ex abrupto*, bij overlijden bijvoorbeeld, het overlevingspensioen moet worden aangevraagd. Zoiets kan natuurlijk niet worden voorbereid.

De berekening en de mededeling van het pensioen zijn een complexe zaak voor de burger.

Hij voelt zich dan ook verloren omdat hij niet weet waarop hij recht heeft en hij wordt achterdochtig als hij denkt dat zijn pensioen lager is dan het bedrag waarop hij meent recht te hebben.

Na drie jaar en enkele maanden ervaring als minister van Nationale Opvoeding, heb ik mij soms afgevraagd of meer dan 10 pct. van het onderwijzend personeel dat met pensioen ging, wist hoe de pensioenberekening in mekaar zat. Ik overdrijf wanneer ik zeg één op tien. Wat moet het dan zijn voor de doorsneeburger die een ingewikkelde gemengde loopbaan heeft, soms met prestaties in het buitenland. Van dergelijke ingewikkelde pensioenberekening begrijpt de gepensioneerde zelden iets.

We hebben getracht een eerste kleine verbetering aan te brengen. In de toekomst zal het bedrag dat in de overheidssector medegedeeld wordt op het «pensioenbrevet», niet meer tegen index 100 worden vermeld, maar wel op basis van de reële index die geldt de dag waarop het pensioen wordt toegekend. Dat zou al een eerste geruststelling zijn voor vele gepensioneerden die nu met onthutsing een bedrag onder ogen krijgen dat bijna de helft bedraagt van wat zij dachten te zullen ontvangen, al krijgen zij weliswaar later het reële, geïndexeerde bedrag als pensioen. Dat kan al een begin van oplossing zijn.

Mede omdat ik ook andere taken moet uitoefenen heb ik erover nagedacht hoe de betalingsstructuren zouden kunnen worden vereenvoudigd.

Opdat men mij niet verkeerd zou begrijpen deel ik hier mee dat ik eraan denk sommige openbare instellingen, zoals het Bestuur der Postchecks, verder te laten samenwerken met grote betalingsorganismen om ook daar een grotere soepelheid te verkrijgen. Zo kan men, zoals de heer Wyninckx terloops zegde, overgaan naar het kadaster van de pensioenen.

Kleine pensioenen vermeld in sommige lijsten zeggen niets op zichzelf. Men moet ook weten of de begunstigde nog andere bronnen van inkomen heeft.

Wanneer wij een luttel verhoging van 850 of 1 000 frank invoeren die op het fundamentele vlak van de inspanning nochtans belangrijk is, dan is het mogelijk dat ook personen met een hoog pensioen dat bedrag zullen krijgen aangezien het geënt is op het bedrag dat zij in de betrokken sector krijgen.

Zou men de «kennis» over de pensioenen kunnen harmoniseren? Nu wij in de tijd van de computer leven kan men misschien toch al deze informatie samenvoegen om zo de radiografie van het gepensioneerde geheel te realiseren.

Mijnheer Vangeel, u hebt gezegd dat u de methode die ik aan het Parlement voorstel om de hoge pensioenen «af te toppen», — een neologisme misschien — niet zo geslaagd vindt. Ook in mijn antwoord aan de heer Wyninckx heb ik hier reeds over gehandeld. Ik denk dat ik u overtuigd heb met wat ik daarstraks zegde over de twee manieren waarop deze beknotting moet gebeuren.

Ik heb ook genoteerd, ik ben er trouwens mee begonnen, dat de enige ambtenaar die op Nationale Opvoeding alle gegevens moest doorspelen te beklagen is, als het natuurlijk waar is. Zelfs al is dat verhaal maar anekdotisch, het is een belangrijk kenmerk van het niet-of het degelijk functioneren van een aantal instellingen.

Monsieur Sondag, vous avez abordé, au nom de votre parti, trois questions qui me paraissent essentielles.

L'harmonisation ne sera pas, à mon sens, le remède miracle; lorsqu'ensemble — législateur et exécutif — nous irons au fond des choses, nous découvrirons, en effet, que cette révision des régimes de pension, dont mon prédécesseur, M. Wyninckx, a montré le chemin, suscitera davantage de résistance que d'enthousiasme.

Si je vous ai bien compris, vous avez dit qu'elle ne pourrait se réaliser que dans la perspective d'une solidarité globale et non sectorielle. J'invite le Sénat à réfléchir à la formule. Que fait l'assurance classique lorsque de grands risques sont à assumer? Elle s'efforce d'élargir la base des participants et, par un système de réassurance, souvent supranationale, d'étaler davantage l'ensemble des risques.

Pour des raisons pertinentes et historiquement explicables, notre système de pensions n'avait pas été fondé sur cette conception. Une des voies vers laquelle nous devrions peut-être nous orienter serait le décloisonnement progressif entre les différents secteurs et ainsi vers cette solidarité globale dont vous avez parlé, Monsieur Sondag.

Vous avez dit aussi que la péréquation cadastrale aurait une incidence négative sur l'octroi du revenu minimum garanti.

M. Sondag. — Dans certains cas du moins.

M. De Croo, Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones et des Pensions. — C'est possible. Toutefois à la suite des abattements prévus par le gouvernement, il me paraît fort peu probable que des difficultés surgissent.

De heer Vangeel. — Mijnheer de Minister, dan moeten er alleszins toch wettelijke bepalingen verschijnen of moeten de wetten ter zake worden aangepast. Op dit ogenblik worden die dossiers hangend gehouden omdat men ze niet kan afhandelen.

De heer De Croo, Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en van Pensioenen. — U heeft inderdaad gelijk. Men moet de logica doortrekken. Indien men een immuniteit toekent voor een aantal bedragen van het kadastraal inkomen, moet men dit doortrekken tot het niet in aanmerking nemen van die bedragen bij het onderzoek naar de bestaansmiddelen. Ik dank u voor deze opmerking, Mijnheer Vangeel.

Quant à la diminution nominale des pensions des travailleurs frontaliers, la question avait été posée à la Chambre des représentants et j'y ai répondu. Vous aurez pu le lire dans le rapport.

La recherche d'une solution progresse. Le problème reste à résoudre, bien qu'il s'avère un peu moins brûlant, le franc français auquel vous avez fait allusion, se tenant mieux, en termes financiers, qu'au cours des dernières années.

Mevrouw De Loore, u heeft de zeer mooie spreuk aangehaald: «Hij die geen Vlaams verstaat, kent Vlaanderen slechts van buiten.» Ik deel deze mening. U gebruikte deze spreuk als uitgangspunt voor de vraag «Wat zal gebeuren met de auteurs, de componisten en de schepende kunstenaars?».

Zoals u hebt kunnen vaststellen, hebben wij een aantal maatregelen genomen ten einde tijd te winnen voor het zoeken naar een oplossing van dit probleem. Ik kan niet antwoorden op uw laatste vraag daar die materie onder de bevoegdheid valt van collega Lavens. Ik meen echter dat de nodige maatregelen *pro rata temporis* werden genomen. Wijzelf hebben reeds de contacten gelegd met de vertegenwoordigers van de zogenaamde artistieke kringen om te vermijden, wat ook de heer Wyninckx nooit heeft bedoeld, dat een gepensioneerde kunstenaar die een kunstwerk verkoopt of een prijs wint, plots voor een bepaalde periode niet meer pensioengerechtigd zou zijn. Wij moeten ter zake maatregelen treffen en terzelfder tijd verhinderen dat de Belgische mentaliteit een zo grote vlucht zou nemen dat wij onmiddellijk met 250 000 gepensioneerde artiesten zouden worden geconfronteerd, wat niet denkbeeldig is indien wij dit delicaat probleem niet goed afbakenen. Wij moeten de weg open maken voor hen die het werkelijk nodig hebben en terzelfder tijd vermijden dat anderen eveneens gebruik zouden maken van de geboden mogelijkheden. Dit is onze delicate opdracht. Men suggereert soms een beroep te doen op de bepaling van de Unesco ten einde de kunstenaar te definiëren. Zij die vertrouwd zijn met internationale assemblys en de teksten van internationale richtlijnen kennen, weten echter hoe soepel die

teksten zijn. Wij moeten iets doen maar wij willen vermijden dat onrechtvaardigheden zouden tot stand komen en dat scheppende krachten door deze wetgeving zouden worden geblokkeerd. Tussen dat en de voorzichtigheid ligt de moeilijke weg van de concrete oplossing.

Mijnheer Lagae, u stelde de vraag: «Quid na 1985?» U, en ook anderen hebben zich afgevraagd wat er gaat gebeuren wanneer de grote schare van het overheidspersoneel pensioengerechtigd zal zijn. Wat zal er gebeuren wanneer de grote piramide die nu nog een klein topje heeft, een soort conische cilinder zal zijn, omdat er bijna zoveel gepensioneerd zullen zijn als actieven?

De heer Vangeel. — Zoals bij de spoorwegen!

De heer De Croo, Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en van Pensioenen. — Bij de spoorwegen was het veeleer een omgekeerde conische cilinder, in die zin dat er op zeker ogenblik meer gepensioneerd waren dan actieven. Ik hoop dat dit voor de Staat niet het geval zal zijn, des te meer daar de Staat zijn eigen pensioenlast draagt.

De heer van Waterschoot. — Een conische cilinder is toch een kegel, Mijnheer de Minister.

De heer De Croo, Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en van Pensioenen. — Inderdaad, Mijnheer van Waterschoot, ik dank u voor die verduidelijking. Het is niet waar dat het personeel in overheidsdienst niets betaalt. De 6,5 pct. die op het loon wordt afgehouden voor het overlevingspensioen is ook een last die op de ambtenaren wordt gelegd.

De berekeningen moeten veel verder gaan dan 1985. Als wij iets definitiefs wensen te doen in verband met pensioenen, moeten wij weten wat ons als gemeenschap te wachten staat, vooral omdat de statistieken ter zake weinig bruikbaar zijn. De statistieken houden rekening met leeftijden van 60 jaar voor de vrouwen en 65 jaar voor de mannen. Door de daling van de pensioenleeftijd en het vervroegd pensioen is de massa van de pensioengerechtigden veel groter geworden. Anderzijds, tengevolge van de dramatische niet-activiteit van de jongeren is de minimumleeftijd van de jongeren geen indicatie meer om te weten hoeveel actieven er zijn.

Voor de werknemerspensioenen, weet u zeer goed, Mijnheer Van Herreweghe, dat de verhouding is geëvolueerd naar 1,76 actieven voor 1 gepensioneerd. Als wij dit sectorieel bekijken, weten wij aanstonds waar wij naar toe gaan.

U hebt groot gelijk, Mijnheer Lagae, men moet veel verder gaan dan de loutere begrenzing tot 1985. Ik hoop dat het Planbureau, dat een zo heuse instelling is, ons ter zake zal kunnen helpen, tenminste als er niet te veel onder regio's en gemeenschappen wordt verdeeld.

Mijnheer Lagae, u hebt ook gesproken over het delicate probleem dat is gerezen *hic et nunc* in verband met de sociale gesprekspartners. U hebt trouwens *qualitate qua* deelgenomen aan deze consultatie.

Men moet zich grondig beraden over de op het eerste gezicht soms gemakkelijke oplossingen die worden voorgesteld in verband met de hogere inkomsten. Wanneer men aan de plafonds van de pensioenen van de bedienden raakt, dan krijgt men neveneffecten, namelijk 2,7 miljard minder inkomsten wanneer men de pensioenplafonds optrekt tot 65 000 frank, 5,5 miljard wanneer men automatisch de uitkeringsplafonds zou optrekken. Men moet goed nadenken alvorens deze maatregelen voor te stellen.

Voor de zelfstandigen, Mijnheer Lagae, is het probleem alleen maar financieel in de begroting van de Pensioenen. Niemand ontsnapt eraan: «*Le tout est dans le tout*». De oorzaak is het gebrek aan reserves.

Indien bij de zelfstandigen men van vader op zoon of van moeder op dochter zelfstandig zou blijven, dan kon misschien inwendig een solidariteitsprincipe in de wet worden ingebouwd. Dat is helaas niet het geval. U hebt zelf gezegd dat sommige berekeningen na advies van de Nationale Arbeidsraad hebben aangetoond dat, indien men ze anders bekijkt, ze totaal andere mogelijkheden en cijfers geven. Hoe men — u weet dat collega Lavens onderhandelingen begint in de commissie-Allard — tot een oplossing tracht te komen, zal ik straks in mijn eindbeschouwingen uiteenzetten, samen met mijn persoonlijke visie.

Mijnheer Van Herreweghe, uw betoog was niet *in cauda venenum*, en ik dank u daarvoor.

Ik weet dat u, zoals vele collega's die hier het woord genomen hebben, een bijzondere kennis hebt van de problematiek waarover u hebt gesproken en waarmee u in uw hoedanigheid van voorzitter van

het beheerscomité van de Rijksdienst van Werknemerspensioenen wordt geconfronteerd.

U gebruikt het woord «onsamendrukbaarheid» van de pensioenen, wat grotendeels juist is. U hebt ook gezegd dat wij in een welvaartsstaat als de onze toch niet tot staking van de betalingen kunnen overgaan, hoe moeilijk de toestand ook is.

Men moet echter zeer voorzichtig zijn wanneer men cijfers voor de publieke opinie brengt, om te vermijden dat oncontroleerbare paniekreacties tot stand komen die het elementair vertrouwen dat de burgers in de Staat moeten behouden, zouden aantasten.

De heer Van Ooteghem. — Spreekt u misschien over wat uw collega Claes heeft gezegd?

De heer De Croo, Minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie en van Pensioenen. — Als ik hoor wat uw collega's soms durven uit te spreken, meen ik dat u nu moeilijk van paniek kunt spreken.

In ieder geval, collega's van de Senaat, wat de heer Van Herreweghe heeft gezegd is niet van belang ontbloeit. Hij heeft gelijk dat de Rijksdienst voor Werknemerspensioenen met 35 pct. BTK's en tewerkgestelde werklozen — ik noem het cijfer dat u de elegantie hebt gehad hier te vermelden — het zeer moeilijk zal hebben om zijn nieuwe opdrachten te vervullen. Ik zal het genoeg hebben in de komende dagen hierover met hem in de beheerraad een ernstig gesprek te hebben.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, permettez-moi de conclure ce débat intéressant et fouillé, conduit avec la tenue qui caractérise cette assemblée et qui me réjouit.

Ne vous attendez pas à ce que je fasse toute la lumière sur la délicate et difficile problématique des pensions, qui touche aux entrailles de la société, problématique que M. Wyninckx et d'autres collègues connaissent bien pour l'avoir suivie de très près.

Les pensions, vous le savez, relèvent en même temps des obligations de l'Etat et d'un contrat social. Il est évident que ceux et celles qui ont travaillé durant quarante, quarante-cinq ans et même parfois cinquante ans, comme ce fut le cas dernièrement à la Régie des TT, ont créé ou aidé à créer la richesse de ce pays et ont le droit d'être honorés dans leurs vieux jours.

De plus, les travailleurs sont liés à nous par un deuxième contrat, pour avoir cotisé, payé, investi en vue de leur pension et il nous appartient d'honorer également ce contrat.

Nous sommes tous convaincus de l'importance de ces principes, mais devant l'avenir de plus en plus incertain, il convient de se poser des questions fondamentales quant aux prévisions exactes, aux calculs au-delà de 1985, en un mot, si c'est possible, au sujet de la vérité, celle qui trop souvent, hélas, ne nous échappe pas mais que nous n'osons pas révéler et à laquelle certains d'entre nous n'osent parfois plus penser. Quand les chiffres et les déficits qui se posent seront connus, nous réfléchirons et nous penserons aux remèdes possibles.

En matière d'harmonisation, faut-il envisager que certains avantages octroyés à certains régimes, ne le seront plus rétroactivement ou à l'avenir? Par harmonisation, faut-il entendre des régimes différenciés, comme il a été démontré tout à l'heure, pour le personnel des services publics et celui d'autres secteurs?

Ces questions devront se poser et pénétrer dans la tranquillité de notre conformisme.

Il convient également de nous poser des questions quant à l'âge de la retraite. Est-il toujours possible de continuer à abaisser celui-ci? Faut-il décourager la pension anticipée? La barrière des 5 p.c. de réduction par an est-elle suffisante et ne doit-elle pas être modulée en raison du fait que 29 p.c. des indépendants prennent leur pension anticipativement? Ne faut-il pas décourager cette tendance à la retraite anticipée afin de percevoir davantage de cotisations et d'octroyer moins de pensions?

Mag men verder gaan met een onderscheid te maken in verband met de leeftijdsgrens voor man en vrouw? Die vragen moet men durven te stellen. Ligt dit onderscheid in de lijn van de echte gelijkheid? Men moet al deze gegevens durven te onderzoeken.

Ik wil nog twee belangrijke vragen aan de Senaat stellen. Dit land besteedt enorm veel aan zijn vakantie. De bijdragen door de werkgever voor arbeiders gestort belopen 14,75 pct. van het brutoloon. Het zijn belangrijke bedragen die aan vakantie worden gespendeerd, speciaal wanneer men nagaat dat vele van deze gelden niet in het binnenland worden uitgegeven.

Mag men dan de vraag niet stellen of het niet gewenst is sommige sociale bijdragen te verminderen en andere te verhogen? Mag men

ook geen vragen stellen in verband met de bijdragen voor de kinderbijslagen, waarvan prognoses aantonen dat ruime reserves in 1985 zullen ontstaan, 60 à 65 miljard als men de studies ter zake mag geloven?

Is er ook geen lichte verschuiving van de bijdragen van de werkgever gewenst om andere kassen te stijven? Kunnen wij de mythe blijven handhaven van het niet-fiscaliseren van sommige sociale uitkeringen, zoals de pensioenen?

Zijn wij niet ingetreden in een soort fiscaliseringsproces wanneer men nagaat dat vandaag, collega Lagae, de Staat, de gemeenschap voor een groot deel tussenkomt in de uitbetalingen voor de pensioenen? Het aandeel van de Staat bedraagt 119 miljard op 300 miljard. Dat is ruim een derde. Ook deze vragen moeten worden gesteld.

Ik meen, Mijnheer de Voorzitter, geachte collega's — ik richt mij ook tot collega Sweert die een eminent specialist in deze materie is —, dat deze vragen niet morgen of overmorgen moeten worden beantwoord. Ik hoop dat er voldoende stabiliteit zal zijn in de uitoefening van de macht — ik spreek hier niet over mijzelf — en dat, naast het inventariseren van de problemen, naast het zich akkoord verklaren over de problematiek, door allen, de sociale gesprekspartners, de openbare opinie, de pressiegroepen en voornamelijk wij hier in de Senaat, die de vertegenwoordigers van het volk zijn in een systeem waarin wij geloven, dringend de vereiste beslissingen zouden worden getroffen. Wij zijn dat verschuldigd aan de misdeelden, aan degenen die ondanks hun leeftijd nog bezorgd zijn om de toekomst van de jongeren. Wij zijn dat verschuldigd aan onze eer en onze waardigheid. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles de chacun des projets de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene behandeling gesloten en gaan wij over tot het onderzoek van de artikelen van elk van de ontwerpen van wet.

PROJET DE LOI CONTENANT LE BUDGET DES PENSIONS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1980

Discussion des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE DE BEGROTING VAN PENSIOENEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1980

Beraadslaging over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi contenant le budget des Pensions de 1980.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende de begroting van Pensioenen voor 1980.

— Les articles du tableau sont successivement soumis à l'examen de la section. (*Voir document n° 5-III-1 du Sénat, session 1979-1980, et document n° 4-III-1 de la Chambre des représentants, session 1979-1980.*)

De artikelen van de tabel worden achtereenvolgens behandeld door de afdeling. (*Zie stuk nr. 5-III-1 van de Senaat, zitting 1979-1980 en stuk nr. 4-III-1 van de Kamer van volksvertegenwoordigers, zitting 1979-1980.*)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

Crédits pour les dépenses courantes (titre I)

Article 1^{er}. Il est ouvert pour les dépenses courantes de l'année budgétaire 1980 afférentes au budget des Pensions et énumérées au titre I du tableau ci-annexé, des crédits s'élevant à la somme de 119 705,1 millions de francs.

Kredieten voor de lopende uitgaven (titel I)

Artikel 1. Voor de aan het begrotingsjaar 1980 verbonden en in titel I van de hierbijgaande tabel opgesomde lopende uitgaven betreffende de begroting van Pensioenen worden kredieten geopend die de som van 119 705,1 miljoen frank belopen.

Dispositions particulières relatives aux dépenses courantes

Art. 2. Le crédit provisionnel inscrit à l'article 01.11 de la section 34 du titre I du présent budget peut être réparti, selon les besoins, par voie d'arrêté royal, entre les articles appropriés du même titre.

Bijzondere bepalingen betreffende de lopende uitgaven

Art. 2. Het provisioneel krediet ingeschreven onder het artikel 01.11 van sectie 34 van titel I van deze begroting mag, volgens de behoeften, worden verdeeld over de passende artikels van dezelfde titel door middel van een koninklijk besluit.

Art. 3. La subvention spéciale versée à l'Office national des pensions pour travailleurs salariés, prévue par l'article 37, 15°, de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967, relatif à la pension de retraite des travailleurs salariés et inséré par la loi du 28 mars 1973, majorant les pensions des travailleurs salariés et instaurant un mécanisme d'adaptation du montant des pensions à l'évolution du bien-être général, est ramenée à 7 182,2 millions de francs pour l'année 1980.

Art. 3. De bijzondere toelage aan de Rijksdienst voor werknemerspensioenen, vastgesteld door artikel 37, 15°, van het koninklijk besluit nr. 50 van 24 oktober 1967, betreffende het rust- en overlevingspensioen der werknemers, ingevoegd bij de wet van 28 maart 1973, tot verhoging van de werknemerspensioenen en tot invoering van een mechanisme waardoor het bedrag van de pensioenen aangepast wordt aan de evolutie van het algemeen welzijn, wordt voor 1980 teruggebracht op 7 182,2 miljoen frank.

Art. 4. Les dotations inscrites dans le budget des Pensions pour l'année budgétaire 1980 aux articles énumérés ci-après peuvent également couvrir les dépenses des années antérieures :

Titre I.

Section 31 : les articles 11.01, 11.02, 11.03, 11.04, 11.05, 11.06, 11.08.5, 33.21.1, 33.21.2, 33.21.3, 40.01, 41.03, 41.04, 01.01, 01.02, 01.03, 03.01.

Section 32 : les articles 41.11, 41.12, 41.21, 41.22, 41.23, 33.01.

Section 33 : l'article 42.02.

Art. 4. De dotaties ingeschreven onder de hiernavermelde artikelen van de begroting van Pensioenen voor het begrotingsjaar 1980 mogen eveneens de uitgaven van voorgaande jaren dekken :

Titel I.

Sectie 31 : artikelen 11.01, 11.02, 11.03, 11.04, 11.05, 11.06, 11.08.5, 33.21.1, 33.21.2, 33.21.3, 40.01, 41.03, 41.04, 01.01, 01.02, 01.03, 03.01.

Sectie 32 : artikelen 41.11, 41.12, 41.21, 41.22, 41.23, 33.01.

Sectie 33 : artikel 42.02.

Art. 5. Les dépenses à imputer sur les crédits de l'article 11.07 — Section 31 — pourront être liquidées à la charge d'avances de fonds dont le montant maximum ne pourra excéder le tiers des crédits alloués à chacun des ministères ordonnateurs. Les secours alloués à titre de complément à une pension ou un traitement de disponibilité minime seront payés par mensualités. Seule la liquidation du premier terme s'effectuera sur visa préalable de la Cour des comptes, au vu de l'arrêté royal ou de l'arrêté ministériel d'allocation.

Art. 5. De uitgaven op de kredieten van artikel 11.07 — Sectie 31 — aan te rekenen zullen mogen vereffend worden bij middel van geldvoorschotten waarvan het maximumbedrag een derde van de kredieten, toegekend aan elk ordonnancerend ministerie, niet zal mogen overschrijden. De hulpgetijden, toegekend als aanvulling van een gering pensioen of wachtwedde, zullen maandelijks uitbetaald worden. Alleen de vereffening van de eerste termijn zal geschieden mits voorafgaand visum van het Rekenhof op overlegging van het koninklijk of ministerieel toekenningsbesluit.

Art. 6. Par dérogation aux dispositions de l'article 18, § 2, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, le solde du crédit non dissocié, inscrit à l'article 42.02 de la section 33 du titre I du budget des Pensions de l'année 1980, peut être reporté à l'année suivante dans les mêmes conditions que les crédits dissociés.

Art. 6. Bij afwijking van de beschikkingen van artikel 18, § 2, van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de rijkscomptabiliteit mag het saldo van het niet-gesplitste krediet, ingeschreven onder artikel 42.02 van de sectie 33 van titel I van de begroting van Pensioenen voor het jaar 1980, naar het volgende jaar worden overgedragen in dezelfde voorwaarden als de gesplitste kredieten.

Section particulière (titre IV)

Art. 7. Les opérations effectuées sur les fonds spéciaux figurant au titre IV du tableau joint à la présente loi, sont évaluées à 18 921,7 millions de francs pour les recettes et à 16 905,8 millions de francs pour les dépenses.

Afzonderlijke sectie (titel IV)

Art. 7. De verrichtingen op de speciale fondsen die voorkomen in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, worden geraamd op 18 921,7 miljoen frank voor de ontvangsten en op 16 905,8 miljoen frank voor de uitgaven.

Art. 8. Le mode de disposition des avoirs mentionnés aux fonds inscrits au titre IV du tableau joint à la présente loi, est indiqué en regard du numéro de l'article se rapportant à chacun d'eux.

Les fonds dont les dépenses sont soumises au visa préalable de la Cour des comptes sont désignés par l'indice A.

Les fonds et comptes sur lesquels il est disposé à l'intervention du ministre des Finances sont désignés par l'indice B.

Art. 8. De wijze van beschikking over het tegoed vermeld voor de fondsen ingeschreven in titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, wordt aangeduid naast het nummer van het artikel dat betrekking heeft op elk dezer.

De fondsen waarvan de uitgaven aan het voorafgaand visum van het Rekenhof worden voorgelegd, worden door het teken A aangeduid.

De fondsen en rekeningen waarop door tussenkomst van de minister van Financiën wordt beschikt, worden door het teken B aangeduid.

Art. 9. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque les comptes des fonds qui font l'objet des articles 60.01.A, 66.04.B et 66.08.B du titre IV du tableau joint à la présente loi se trouveront en position débitrice.

Art. 9. De Schatkist is gemachtigd voorschotten toe te kennen, wanneer de rekeningen van de fondsen die het voorwerp uitmaken van de artikelen 60.01.A, 66.04.B en 66.08.B van titel IV van de tabel gevoegd bij deze wet, zich in debettoestand zullen bevinden.

Art. 10. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque les opérations relatives à l'application:

1° Des articles 2, 3, 12 et 13, §§ 1°, 2 et 6, de la loi du 28 avril 1958, relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit;

2° De la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public pour ce qui concerne les pensions de retraite visées par la loi du 28 avril 1958 susdite;

3° De l'article 9, § 2, de l'arrêté royal du 12 juin 1970 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, tel qu'il a été modifié par arrêté royal du 10 octobre 1973,

créent une position débitrice du compte d'opérations de trésorerie y afférent.

Art. 10. De Schatkist wordt ertoe gemachtigd voorschotten toe te kennen wanneer de verrichtingen in verband met de toepassing van:

1° De artikelen 2, 3, 12 en 13, §§ 1, 2 en 6, van de wet van 28 april 1958, betreffende het pensioen voor de leden van het personeel van sommige organismen van openbaar nut en voor hun rechthebbenden;

2° De wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector wat betreft de rustpensioenen bedoeld bij de bovengenoemde wet van 28 april 1958;

3° Artikel 9, § 2, van het koninklijk besluit van 12 juni 1970, betreffende de schadevergoeding ten gunste van de personeelsleden der instellingen van openbaar nut voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, zoals het werd gewijzigd door het koninklijk besluit van 10 oktober 1973, een debettoestand tot gevolg hebben van de rekening der desbetreffende thesaurieverrichtingen.

Art. 11. La liquidation des indemnités de funérailles, accordées en vertu de l'article 6 de la loi du 30 avril 1958 aux ayants droit de pensionnés de l'Etat, a lieu sur avances de fonds conformément à l'article 15 de la loi du 29 octobre 1846, le montant de chacune de ces avances ne pouvant dépasser 5 000 000 de francs.

Art. 11. De vereffening van de begrafenisvergoedingen toegekend krachtens artikel 6 van de wet van 30 april 1958 aan de rechthebbenden van gepensioneerde rijksambtenaren gebeurt op fondsenvoorschotten overeenkomstig artikel 15 van de wet van 29 oktober 1846; het bedrag van elk van die voorschotten mag niet meer bedragen dan 5 000 000 frank.

Art. 12. Le ministre des Finances peut consentir des avances à valoir sur l'indemnité prévue par l'article 6 de la loi du 30 avril 1958 instituant une indemnité de funérailles en faveur des ayants droit de pensionnés de l'Etat.

Art. 12. De minister van Financiën kan voorschotten toestaan op de vergoeding bedoeld bij artikel 6 van de wet van 30 april 1958 tot instelling van een begrafenisvergoeding ten gunste van de rechthebbenden van gepensioneerde rijksambtenaren.

Personne ne demandant la parole, la discussion des articles est close.

Daar niemand het woord vraagt, is de behandeling van de artikelen gesloten.

Il sera procédé, en assemblée, au vote sur les articles et sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen in plenaire vergadering over de artikelen en over het ontwerp van wet in zijn geheel.

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DES PENSIONS DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1979

Discussion des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE BEGROTING VAN PENSIOENEN VOOR HET BEGROTINGSJAAR 1979

Beraadslaging over de artikelen

M. le Président. — Nous passons à l'examen des articles du projet de loi ajustant le budget des Pensions de 1979.

Wij gaan over tot het onderzoek van de artikelen van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de begroting van Pensioenen voor 1979.

— Les articles du tableau sont successivement soumis à l'examen de la section. (Voir document n° 6-III-1 du Sénat, session 1979-1980, et document n° 5-III-1 de la Chambre des représentants, session 1979-1980.)

De artikelen van de tabel worden achtereenvolgens behandeld door de afdeling. (Zie stuk nr. 6-III-1 van de Senaat, zitting 1979-1980, en stuk nr. 5-III-1 van de Kamer van volksvertegenwoordigers, zitting 1979-1980.)

M. le Président. — Les articles du projet de loi sont ainsi rédigés :

I. Ajustements de crédits

Article 1°. Les crédits prévus au titre I — Dépenses courantes, du budget des Pensions de l'année budgétaire 1979, sont ajustés suivant les données détaillées du tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs) :

Ajustements	Crédits non dissociés	Crédits dissociés	
		Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordonnan- cement
TITRE I			
Dépenses courantes			
Crédits supplémentaires de l'année courante	2 038,3	—	—
Réductions	1 214,4	—	—
Crédits supplémentaires pour années antérieures	696,6	—	—

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten ingeschreven onder de titel I — Lopende uitgaven, van de begroting van Pensioenen voor het begrotingsjaar 1979, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten belope van (in miljoenen franken):

Aanpassingen	Niet- gesplitste kredieten	Gesplitste kredieten	
		Vast- leggings- kredieten	Ordonnan- cerings- kredieten
TITEL I			
Lopende uitgaven			
Bijkredieten voor het lopend jaar	2 038,3	—	—
Verminderingen	1 214,4	—	—
Bijkredieten voor vroegere ja- ren	696,6	—	—

II. Dispositions diverses

Art. 2. L'Office national des pensions pour travailleurs salariés est autorisé à utiliser le solde de la subvention imputée à l'article 42.07

du budget des Pensions de l'année budgétaire 1978 pour couvrir partiellement les charges de 1979.

II. Diverse bepalingen

Art. 2. De Rijksdienst voor Werknemerspensioenen is ertoe gemachtigd het saldo van de toelage aangerekend op artikel 42.07 van de begroting van Pensioenen voor het begrotingsjaar 1978 aan te wenden tot gedeeltelijke dekking van de lasten van 1979.

Art. 3. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

Art. 3. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen der Schatkist gedekt worden.

Art. 4. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Personne ne demandant la parole, la discussion des articles est close.

Daar niemand het woord vraagt, is de behandeling van de artikelen gesloten.

Il sera procédé, en assemblée, au vote sur les articles et sur l'ensemble du projet de loi.

Wij stemmen in plenaire vergadering over de artikelen en over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Dames en Heren, hiermede zijn wij aan het einde van onze werkzaamheden gekomen.

Le Sénat se réunira, en assemblée, demain, jeudi, 10 juillet 1980, à 14 heures.

De Senaat komt bijeen, in plenaire vergadering, morgen, donderdag, 10 juli 1980, te 14 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(La séance est levée à 17 h 25 m.)

(De vergadering wordt gesloten te 17 u. 25 m.)

2140